

Balance suisse des paiements 2006

Septembre 2007

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIONALE SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



Banque nationale suisse
Balance suisse des paiements 2006

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone +41 44 631 31 11

Renseignements

bop@snb.ch

Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse

Banque nationale suisse, Bibliothèque, Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone +41 44 631 32 84; fax +41 44 631 81 14;
e-mail: library@snb.ch

Langues

Le présent rapport est publié en langues française, allemande et anglaise.

Internet

Les publications de la Banque nationale suisse sont disponibles sur Internet, à l'adresse www.snb.ch, *Publications*.

Impression

Fotorotar AG, CH-8132 Egg/ZH

Copyright

Reproduction et utilisation des chiffres autorisées avec indication de la source

Imprimé en

septembre 2007

ISSN 1661-1497 (version sur papier)
ISSN 1661-1500 (version électronique)

Table des matières

4	Résumé
6	Balance des transactions courantes
8	Biens
10	Services
13	Revenus du travail
14	Revenus de capitaux
16	Transferts courants
17	Mouvements de capitaux
18	Investissements directs
20	Investissements de portefeuille
21	Produits dérivés et structurés
22	Autres mouvements de capitaux
22	Crédits des banques commerciales
22	Crédits des entreprises
23	Réserves monétaires
24	Erreurs et omissions nettes
25	Quels facteurs sont responsables de la récente hausse de l'excédent de la balance des transactions courantes?
28	Commentaires
31	Fondements juridiques
32	Bases méthodologiques
34	Définition des branches
35	Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs
A1	Tableaux
1.1	Balance suisse des paiements, aperçu
2.1	Biens
3.1	Services
4.1	Revenus du travail et de capitaux
5.1	Transferts courants
6.1	Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs
6.2	Investissements directs suisses à l'étranger – Pays
7.1	Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs
7.2	Investissements directs étrangers en Suisse – Pays
8.1	Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres
8.2	Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie
9.1	Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie
10.1	Crédits des entreprises – Répartition par branches
A18	Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

Résumé

En 2006, la balance suisse des paiements a reflété la forte croissance économique en Suisse et à l'étranger. Les échanges de biens et de services entre la Suisse et l'étranger ont marqué une expansion vigoureuse. Le maintien des bonnes perspectives conjoncturelles et le niveau élevé des bénéfices des entreprises ont favorisé les investissements directs, sous forme notamment d'acquisitions d'entreprises.

Balance des transactions courantes

L'excédent de la balance des transactions courantes s'est établi à 74 milliards de francs, soit 11 milliards de plus qu'un an auparavant. Ce montant représente 16% du produit intérieur brut (2005: 14%). L'excédent plus important enregistré par la balance des biens et services a joué un rôle décisif dans la hausse du solde de la balance des transactions courantes.

Grâce à la conjoncture favorable sur les marchés d'exportation importants, les ventes de biens à l'étranger ont fortement augmenté. Les chiffres d'affaires se sont inscrits en hausse dans toutes les branches. Les importations de biens ont, elles aussi, considérablement augmenté, même si leur progression reste moindre que celle des exportations. La croissance vigoureuse dans les banques, les assurances et le commerce en transit (négoce international) a influencé les recettes tirées des échanges de services. De même, les recettes issues du tourisme ont marqué une vive expansion. La hausse des importations de services a découlé en premier lieu d'un accroissement des dépenses dans ce secteur. Les dépenses pour les transports et les services financiers ont, également, été nettement supérieures à leur niveau de l'année précédente.

Les niveaux plus élevés des dividendes et des taux d'intérêt comme des stocks de titres ont conduit à une forte progression des revenus découlant des investissements de portefeuille (titres). Les revenus tirés des investissements de portefeuille à l'étranger comme les dépenses pour les investissements de portefeuille en Suisse se sont accrues sensiblement. Les revenus tirés des investissements directs à l'étranger (recettes) ont marqué un recul imputable aux sociétés financières et holdings, dont les résultats avaient atteint, l'année précédente, un niveau exceptionnellement élevé. En revanche, dans la plupart des autres branches, les revenus tirés des investissements directs ont affiché un niveau nettement supérieur à celui qu'ils avaient atteint un an auparavant. Les revenus tirés des investissements directs en Suisse (dépenses) ont également chuté du fait du repli observé dans le groupe des sociétés financières et holdings.

Mouvements de capitaux

Les mouvements de capitaux se sont soldés par une exportation de fonds atteignant 91 milliards de francs. Les investissements directs comme les investissements de portefeuille ont débouché sur une exportation nette de capitaux de 54 milliards de francs.

Les investissements directs à l'étranger ont porté sur 73 milliards de francs, ce qui représente presque le même montant qu'en 2000, où une vague de fusions et de reprises avait conduit à une valeur record. Les entrepreneurs suisses ont surtout utilisé ces fonds à des achats d'entreprises dans leurs pays cibles traditionnels: ils ont investi 22 milliards de francs aux Etats-Unis et la même somme dans l'Union européenne (à 25). Ils ont également investi dans les centres financiers offshore: 14 milliards de francs dans les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud et 5 milliards à Singapour.

Les investissements directs étrangers en Suisse ont atteint 19 milliards de francs. Ce résultat élevé est dû pour l'essentiel à la reprise d'une grande compagnie d'assurances. Au total, 13 milliards de francs ont été investis dans la branche des assurances, la France se taillant, de loin, la part du lion en tant qu'investisseur.

Les investisseurs suisses ont acquis des titres d'émetteurs étrangers pour un montant net de 54 milliards de francs, contre 66 milliards l'année précédente. Comme d'habitude, ils ont surtout privilégié les titres de créance. Près de deux tiers des achats ont été effectués par des banques. Vingt-trois milliards de francs ont été investis dans des fonds de placement. A nouveau, des actions étrangères ont été vendues.

En valeur nette, les investisseurs étrangers n'ont pas investi dans les titres suisses: ils ont en effet réduit leur portefeuille d'actions de 6 milliards de francs et, dans le même temps, acheté des parts de fonds de placement pour 6 milliards de francs également.

Pour la première fois, la balance des paiements intègre les produits dérivés et les produits structurés. Pour cette nouvelle catégorie, les mouvements de capitaux se sont soldés par une exportation à hauteur de 4 milliards de francs.

Quant aux autres investissements, ils ont débouché sur une importation de capitaux de 21 milliards de francs, déterminée par les crédits des banques commerciales et des entreprises.

En 2006, la Banque nationale a légèrement augmenté les réserves monétaires en achetant des titres. L'année précédente, elle les avait réduites de 23 milliards de francs, la majeure partie de la diminution portant sur des avoirs réservés en vue d'une distribution à la Confédération et aux cantons.

Soldes de la balance des paiements

Tableau 1

En milliards de francs

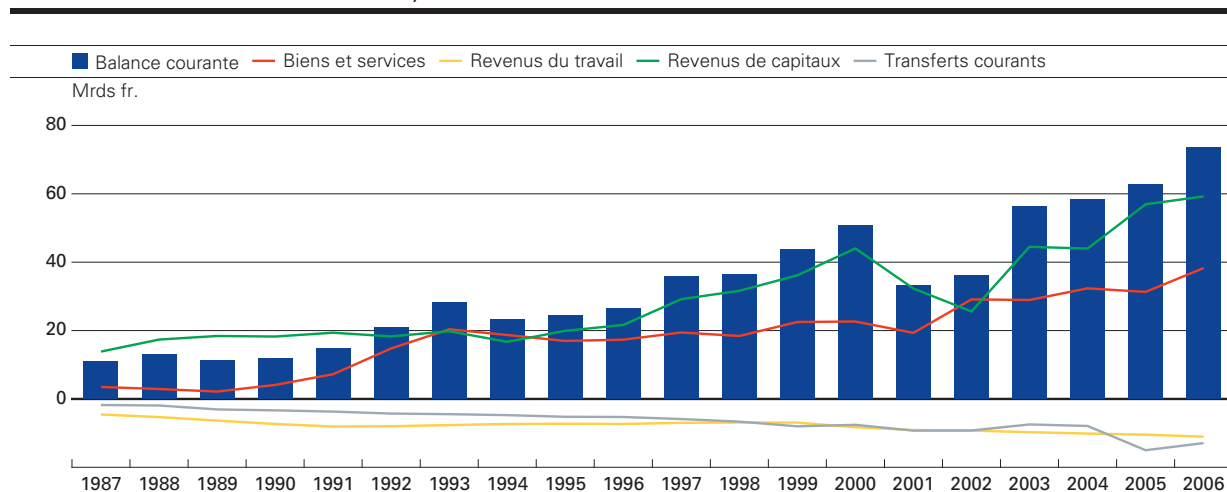
	2002	2003	2004	2005	2006
Balance des transactions courantes	36.2	56.3	58.3	62.8	73.6
Biens	5.1	4.3	6.7	3.0	5.1
Services	24.0	24.6	25.6	28.3	33.2
Revenus du travail	-9.2	-9.7	-10.1	-10.4	-11.0
Revenus de capitaux	25.6	44.5	44.0	56.9	59.2
Transferts courants	-9.2	-7.5	-7.9	-15.0	-12.9
Transferts en capital	-1.8	-0.9	-1.8	-0.8	-3.4
Mouvements de capitaux	-36.7	-35.2	-69.6	-84.1	-90.9
Investissements directs	-3.0	1.4	-31.5	-63.9	-54.4
Investissements de portefeuille	-35.2	-47.0	-49.7	-59.2	-53.5
Produits dérivés et structurés					-3.7
Autres mouvements de capitaux	5.2	14.9	13.4	16.3	21.2
dont					
crédits des banques commerciales	-26.8	-6.8	16.9	1.9	23.5
crédits des entreprises	-8.7	6.1	-12.7	16.7	15.1
Réserves monétaires	-3.7	-4.5	-1.9	22.7	-0.4
Erreurs et omissions nettes	2.3	-20.2	13.1	22.1	20.7

Balance des transactions courantes

En 2006, la bonne conjoncture s'est maintenue en Suisse et à l'étranger. Les échanges de biens et de services se sont par conséquent développés d'une manière vigoureuse: les exportations ont augmenté de 13% et les importations, de 11%. Les recettes nettes issues des échanges de services ont joué un rôle prépondérant dans la hausse de l'excédent des exportations. Celui-ci a progressé de 7 milliards et s'est inscrit à 38 milliards de francs. Les niveaux plus élevés des dividendes et des taux d'intérêt ont influé sur les revenus découlant des investissements de portefeuille. Les revenus tirés des investissements directs ont chuté alors que, l'année précédente, ils avaient atteint des montants exceptionnels. Dans l'ensemble, les revenus nets de capitaux ont augmenté de 2 milliards de francs, passant à 59 milliards. L'excédent de dépenses des transferts courants a reculé. Au total, la balance des transactions courantes a dégagé un excédent de 74 milliards de francs, contre 63 milliards un an auparavant. L'excédent de 2006 constitue ainsi un record, aussi bien en valeur absolue qu'en pourcentage du produit intérieur brut.

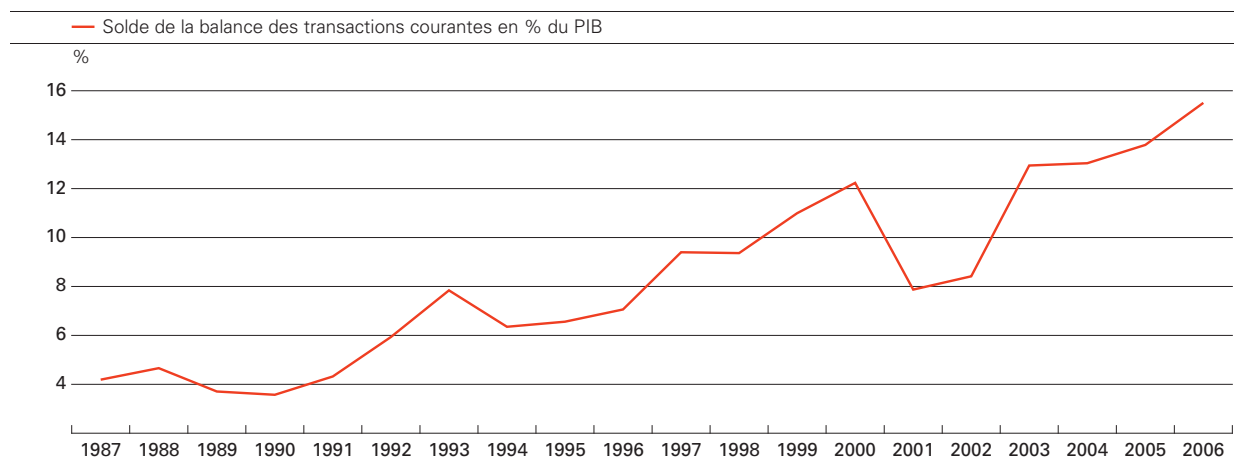
Graphique 1

Balance des transactions courantes, solde



Graphique 2

Solde de la balance des transactions courantes, en % du produit intérieur brut



Biens

Commerce extérieur (commerce spécial)

Soutenu par la robuste croissance économique, le commerce extérieur suisse a marqué une vive expansion. Les derniers taux de croissance comparables remontent à 2000. En 2006, le solde actif de la balance commerciale s'est inscrit à 12 milliards de francs, un record.

En valeur, les exportations ont augmenté de 13%. Toutes les branches exportatrices ont été concernées: la chimie, principale branche exportatrice, a accru ses ventes à l'étranger de 15% grâce à l'industrie pharmaceutique. De même, dans la métallurgie et dans l'industrie des machines et des équipements électriques, les exportations ont progressé de respectivement 15% et 10%. Dans le domaine des montres et instruments de précision (articles de bijouterie inclus), elles ont marqué une expansion de 13%. Enfin, les ventes à l'étranger de produits énergétiques ont augmenté d'un tiers environ du fait d'une hausse des exportations d'électricité. Cette évolution est imputable pour une moitié à des majorations de prix et pour l'autre moitié à un accroissement de la quantité.

Les livraisons à l'UE (à 25) se sont accrues de 12%, notamment celles à l'Allemagne (+15%), qui reste le partenaire commercial le plus important de la Suisse. Les exportations vers la France et l'Italie ont progressé de respectivement 13% et 10%. Les ventes de produits pharmaceutiques à la Russie expliquent le bond en avant

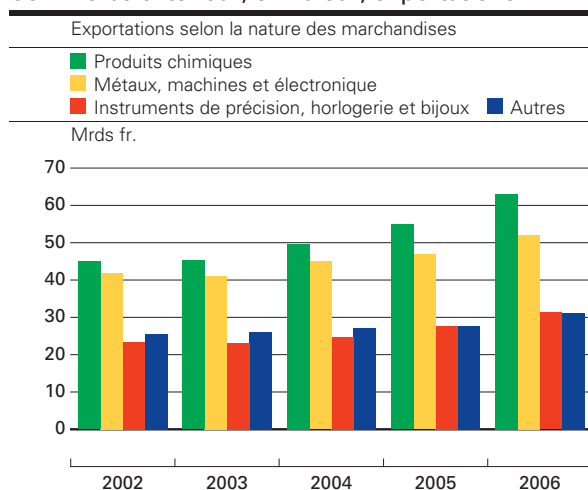
des exportations vers les pays en transformation (+27%). Enfin, les livraisons aux Etats-Unis ont augmenté de 12%.

En valeur, les importations ont augmenté de 11%. Les importations de produits énergétiques ont enregistré la hausse la plus forte (+25%). Celle-ci s'explique presque exclusivement par des majorations de prix. Les importations de matières premières et de produits semi-finis ont progressé de 12%; celles de biens d'équipement et de biens de consommation se sont développées de respectivement 10% et 8%.

Les livraisons en provenance de l'UE (à 25) ont augmenté de 10%, celles d'Allemagne de 13%. Du fait de la hausse des importations de produits énergétiques en provenance de Russie, les livraisons des pays en transformation ont fait un bond de 30%. Celles des pays en développement et des économies émergentes se sont également fortement accrues (+11% et +14%).

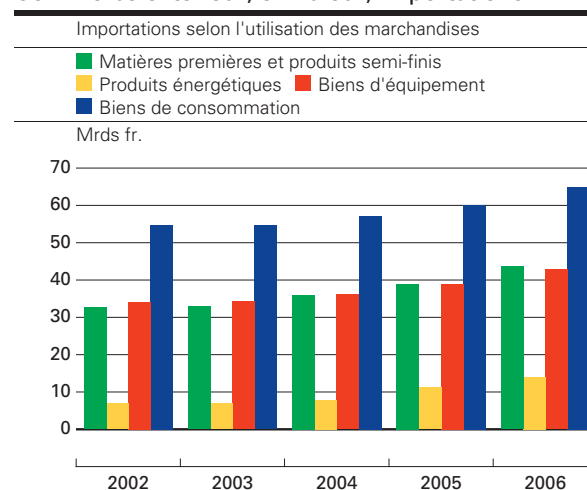
Graphique 3

Commerce extérieur, en valeur, exportations



Graphique 4

Commerce extérieur, en valeur, importations



Autres biens

Le commerce de métaux précieux et de pierres gemmes joue un rôle déterminant dans l'évolution des «Autres biens». Cette composante des échanges de marchandises peut subir de fortes fluctuations qui portent sur les quantités comme sur les prix. En 2006, ce sont essentiellement les échanges de palladium qui ont influencé les chiffres d'affaires dans ce domaine. Au total, tant les exportations que les importations ont enregistré une croissance vigoureuse: +26% et +37%.

Commerce extérieur (commerce spécial) en 2006: répartition géographique

Tableau 2

En milliards de francs

	Exportations en milliards de francs	Importations en milliards de francs	Exportations Variation en % par rapport à l'année précédente	Importations Variation en % par rapport à l'année précédente
UE à 25	110.1	135.0	11.6	10.0
dont				
Allemagne	35.8	55.1	14.9	12.7
France	15.2	17.1	12.8	14.5
Italie	15.9	18.4	9.6	12.3
Etats-Unis	18.3	8.3	11.8	18.9
Pays en transformation	7.5	5.4	27.3	29.7
dont				
Chine	3.8	3.9	15.4	16.4
Economies émergentes	16.5	5.5	14.9	11.1
Pays en développement	12.4	6.6	17.1	13.8
Autres	12.7	4.6	14.5	3.3
Total	177.5	165.4	13.1	10.9

Services

Tourisme

Les recettes touristiques ont progressé de 6% par rapport à l'année passée et se sont établies à 13 milliards de francs. En 2006, les hôtes étrangers ont de nouveau passé nettement plus de nuitées en Suisse. Dans le trafic journalier et de transit, ils ont également dépensé davantage. La faiblesse du franc et la hausse des revenus dans les pays d'origine ont favorisé cette évolution.

Pour leurs voyages à l'étranger, les résidents ont dépensé 12 milliards de francs, soit 12% de plus que l'année précédente. Les dépenses pour des séjours de vacances et d'affaires ont augmenté de 14%. Bien plus qu'en 2005, les voyageurs suisses ont élu l'Italie et l'Espagne comme destinations de prédilection. Les dépenses liées au trafic journalier à l'étranger ont progressé de 7%.

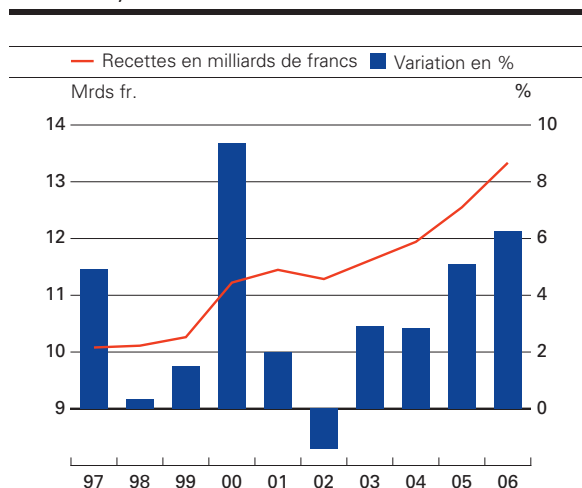
Assurances

Les compagnies d'assurances servent des prestations (services) en échange du paiement de primes. Une partie de ces primes est donc comptabilisée dans les «Services»; le reste des primes et les prestations versées à la suite de sinistres sont pris en compte dans les «Transferts courants».

La demande de prestations d'assurances a continué de s'accroître, soutenue principalement par le domaine de l'assurance-vie. Il en a découlé une augmentation des recettes dans les affaires de réassurance, qui reste la principale branche sur le plan international. Les exportations de prestations d'assurances se sont inscrites à 7 milliards de francs, ce qui représente une hausse de près d'un cinquième par rapport à 2005.

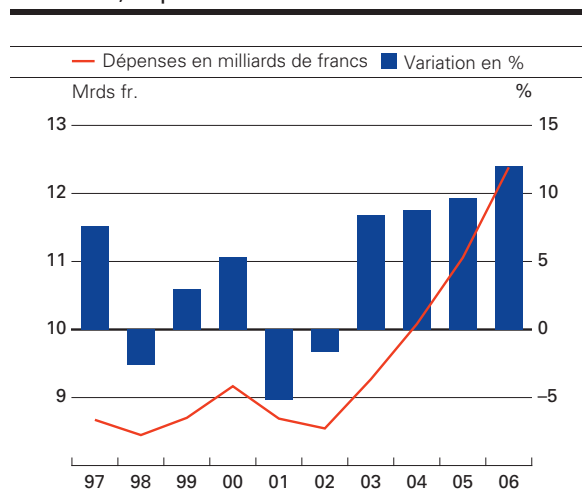
Graphique 5

Tourisme, recettes



Graphique 6

Tourisme, dépenses



Commerce en transit

Les revenus tirés du commerce en transit (négoce international) se sont établis à 9 milliards de francs, contre 6 milliards l'année précédente. Les biens échangés ont essentiellement été des produits énergétiques (pour une moitié) et liés aux industries de la pierre, de la terre et des métaux (pour un cinquième). Ces biens ont vu leurs prix s'envoler en 2006. L'augmentation des revenus tirés du négoce international s'explique donc en grande partie par l'essor des prix des matières premières.

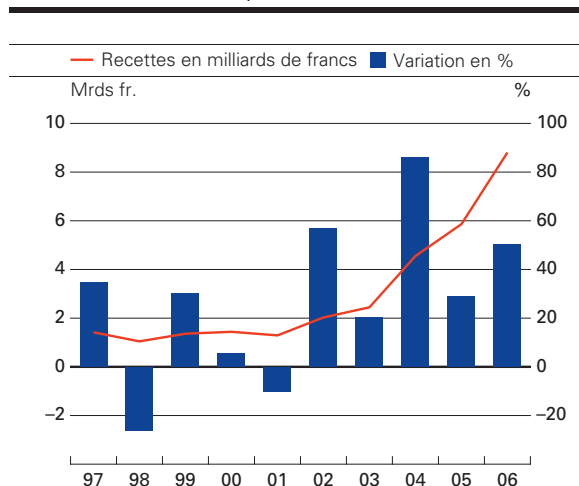
Transports

Les recettes au titre des transports ont fortement augmenté en passant à 13%. Avec pratiquement 20%, les services en rapport avec le trafic aérien (maintenance, services d'enregistrement, taxes d'atterrissage), qui entrent dans les «Autres prestations de transport», ont enregistré la hausse la plus importante, suivis par le transport de personnes (+12%) et le transport de marchandises (+3%).

A la suite de la vive progression du transport de personnes, les dépenses pour les transports se sont accrues de 9%. Les importations de biens incluant ces dépenses, nous renonçons à évoquer ici l'évolution dans le domaine du transport de biens.

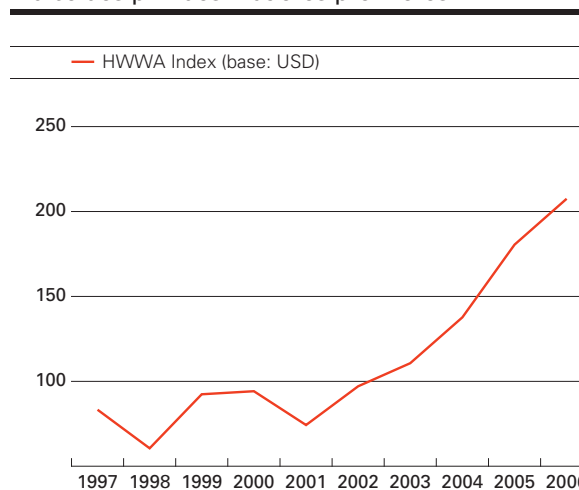
Graphique 7

Commerce en transit, recettes



Graphique 8

Indice des prix des matières premières



Source: Hamburgisches Weltwirtschaftsinstitut

Commissions bancaires

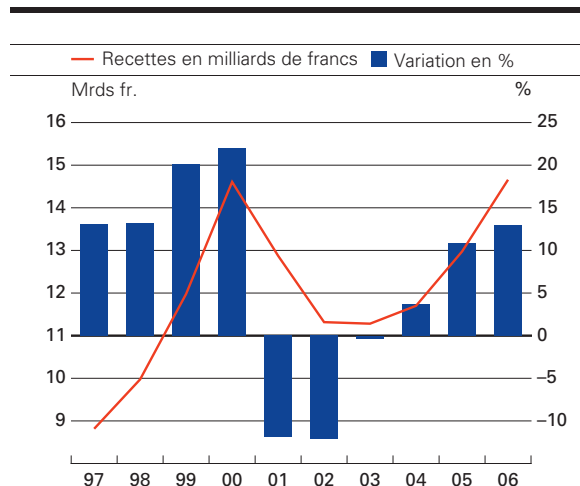
Les commissions encaissées par les banques comprennent les courtages perçus sur les opérations de bourse et les frais prélevés dans le cadre de la gestion de fortune et des émissions. Ces segments se sont accrues de façon substantielle en 2006. Logiquement, les banques ont donc engrangé des commissions nettement plus importantes que l'année précédente (+13%). Celles-ci ont atteint 15 milliards de francs, rejoignant ainsi le niveau jusqu'alors inégalé de l'année 2000.

Services à contenu technologique

Les licences et brevets jouent un rôle de premier plan dans l'évolution des échanges de services à contenu technologique. Par rapport à 2005, les chiffres d'affaires se sont détériorés, notamment dans l'industrie des machines et dans la chimie. Les exportations de services à contenu technologiques se sont repliées d'un milliard pour s'inscrire à 10 milliards de francs. Les importations ont elles aussi diminué d'un milliard, passant à 11 milliards de francs. Comme l'année précédente, les services à contenu technologiques se sont donc soldés par un excédent d'importations d'un milliard de francs.

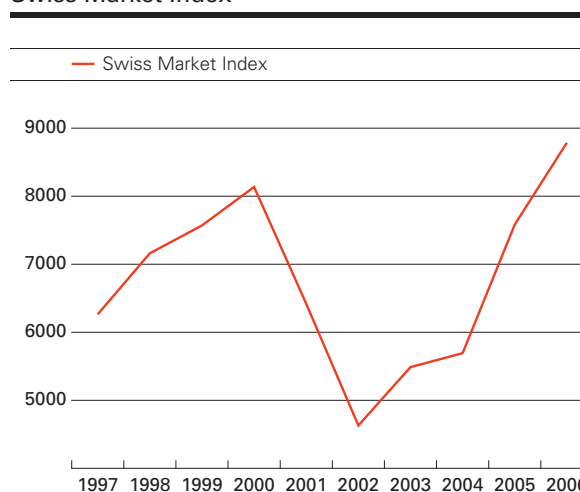
Graphique 9

Commissions bancaires, recettes



Graphique 10

Swiss Market Index



Source: SWX

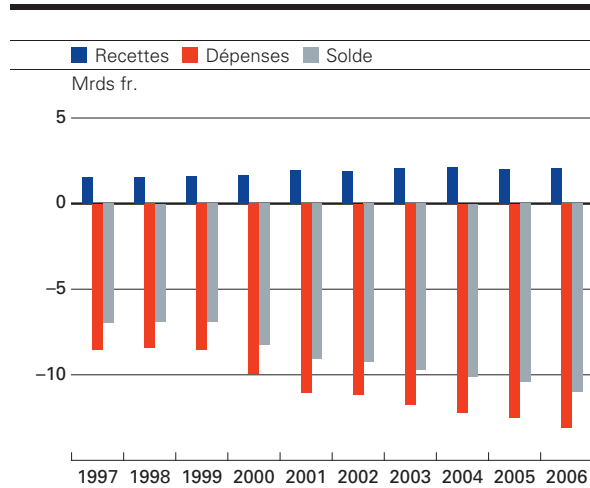
Revenus du travail

Par recettes perçues par la Suisse en matière de revenus du travail, on entend principalement les salaires que touchent les personnes travaillant pour des organisations internationales en Suisse. Ces dernières sont considérées comme des entités extraterritoriales et, par tant, comme non-résidentes. Ces recettes ont progressé de 2%.

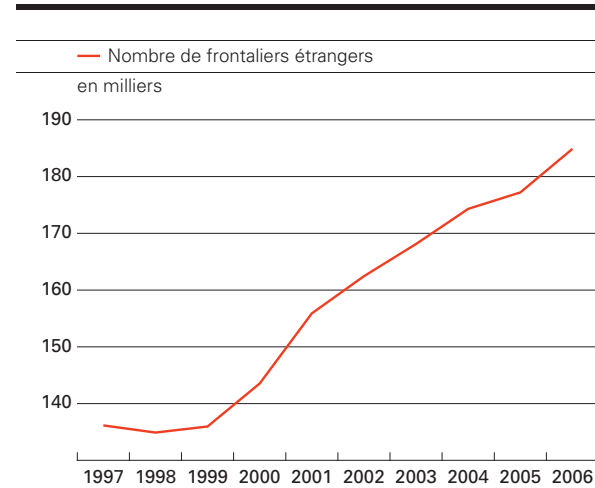
Les dépenses au titre des revenus du travail sont constituées en majeure partie des rémunérations versées aux frontaliers étrangers. Grâce à l'évolution favorable de la conjoncture, le nombre de frontaliers travaillant en Suisse s'est accru. De ce fait, les salaires versés à l'étranger ont également augmenté.

L'excédent de dépenses des revenus du travail s'est ainsi aggravé, passant de 10 milliards à 11 milliards de francs.

Graphique 11
Revenus du travail



Graphique 12
Frontaliers



Source: OFS

Revenus de capitaux

Revenus tirés des investissements de portefeuille

Les revenus tirés des investissements de portefeuille ont fortement progressé suite à la hausse des dividendes, des taux d'intérêt et des stocks de titres. Les investissements de portefeuille étrangers ont rapporté aux investisseurs suisses des revenus à concurrence de 31 milliards de francs. Les revenus sur les titres de participation (actions et fonds de placement) d'émetteurs étrangers ont augmenté de 2 milliards pour s'établir à 13 milliards de francs. Ceux découlant des titres de créance ont suivi le même mouvement et se sont inscrits à 18 milliards de francs.

Les dividendes perçus sur les actions d'émetteurs suisses et les revenus tirés des fonds de placements suisses ont atteint un niveau sans précédent en 2006. Par conséquent, des dividendes plus élevés ont été versés à l'étranger et les investisseurs étrangers ont vu leurs revenus sur les fonds de placement s'améliorer. Au total, leurs placements en Suisse ont rapporté un cinquième de plus qu'un an auparavant, soit 17 milliards de francs.

Les revenus nets tirés des investissements de portefeuille ont atteint 14 milliards de francs (2005: 13 milliards). Dans l'interprétation des résultats, il convient de prendre en considération le fait que les placements des résidents en titres d'émetteurs étrangers sont plus élevés que ceux des non-résidents en titres d'émetteurs suisses. Par conséquent, les recettes tirées des investissements à l'étranger dépassent en général les dépenses liées aux investissements en Suisse. En outre, les recettes et les dépenses reflètent la différence entre la structure des investissements des résidents et celle des non-résidents. En effet, les non-résidents détiennent essentiellement des actions suisses tandis que les investisseurs suisses partagent leurs portefeuilles à parts à peu près égales entre titres de participation et titres de créance d'émetteurs étrangers.

Revenus tirés des investissements de portefeuille

En milliards de francs

Tableau 3

	2005	2006
Recettes, total	26.5	30.7
Titres de créance	15.7	17.7
Titres de participation	10.8	13.0
Actions	5.1	5.6
Fonds de placement	5.7	7.5
Dépenses, total	13.8	16.9
Titres de créance	2.5	3.0
Titres de participation	11.3	13.9
Actions	8.9	11.1
Fonds de placement	2.4	2.7
Solde, total	12.6	13.8

Revenus tirés des investissements directs

Concernant les revenus tirés des investissements directs à l'étranger (recettes), on constate deux tendances distinctes. Suite à la bonne marche des affaires, la plupart des branches – celle des banques surtout – ont enregistré sur leurs participations à l'étranger des revenus nettement plus importants que l'année passée. A l'inverse, les revenus issus des investissements directs à l'étranger des sociétés financières et holdings en mains étrangères sises en Suisse se sont considérablement dégradés. En 2005, ils avaient été exceptionnellement élevés. Le fait que les revenus de ces entreprises présentent de fortes fluctuations n'est toutefois pas inhabituel. Au total, les revenus tirés des investissements directs à l'étranger ont porté sur 64 milliards de francs, contre 76 milliards l'année précédente.

Les revenus tirés des investissements directs en Suisse (dépenses) ont également reculé: ils ont perdu 13 milliards pour s'inscrire à 23 milliards de francs. Comme pour les recettes, les revenus nettement moindres engrangés par les sociétés financières et holdings sont à l'origine de ce mouvement. Avec 13 milliards de francs, les revenus des autres branches sont restés stables par rapport à 2005.

Les revenus nets tirés des investissements directs se sont établis à 41 milliards de francs, soit un montant dépassant de 2 milliards celui de l'année précédente.

Autres revenus de capitaux

Les opérations d'intérêts des banques avec la clientèle et les banques à l'étranger et le produit des placements de devises de la BNS ont influencé les autres revenus de capitaux. Les recettes et les dépenses des banques ont marqué une sensible expansion. Cette évolution est due aux niveaux plus élevés des taux d'intérêt à court terme et des créances et engagements envers des banques à l'étranger. Le solde des opérations d'intérêts des banques s'est par contre dégradé quelque peu. Quant au produit des placements de devises de la BNS, il a également enregistré un léger repli.

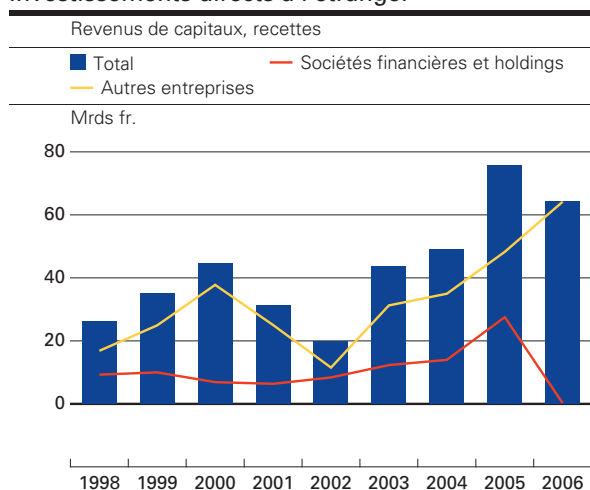
Revenus tirés des investissements directs

En milliards de francs

	2005	2006
Recettes, total	75.8	64.4
Bénéfices transférés	35.5	42.7
Bénéfices réinvestis	40.3	21.7
Dépenses, total	36.1	23.2
Bénéfices transférés	38.9	13.5
Bénéfices réinvestis	-2.9	9.8
Solde, total	39.7	41.2

Graphique 13

Investissements directs à l'étranger



Graphique 14

Investissements directs en Suisse

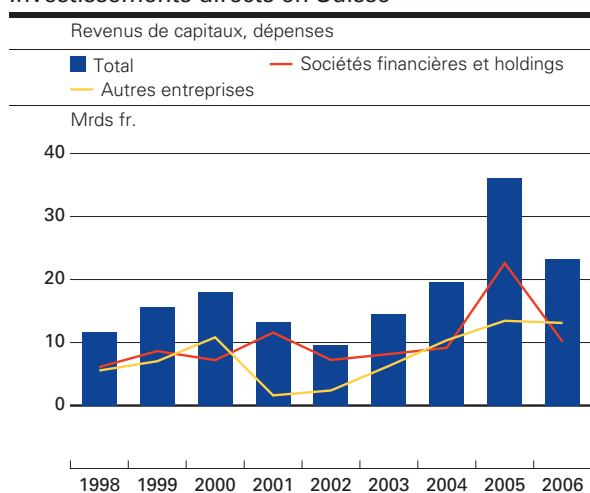


Tableau 4

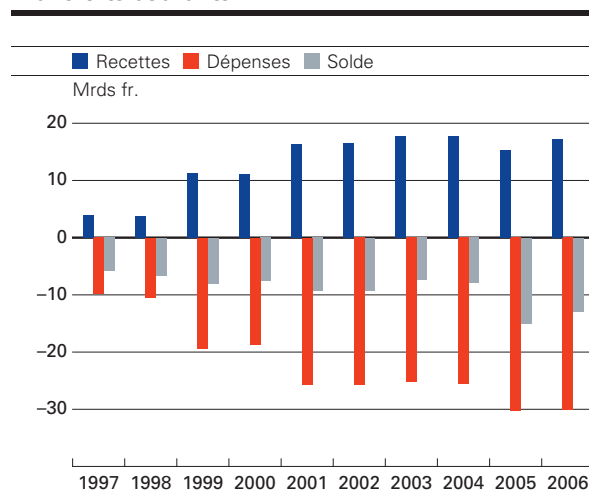
Transferts courants

Les transferts de l'étranger vers la Suisse ont augmenté de deux milliards pour atteindre 17 milliards de francs. Les transferts du secteur privé, notamment les primes encaissées par les assureurs privés, se sont inscrits à 13 milliards de francs, contre 11 milliards en 2005.

Les transferts de la Suisse vers l'étranger se sont maintenus à leur niveau de l'année précédente, soit à 30 milliards de francs. Il en va de même des prestations que les assureurs privés ont dû verser à la suite de sinistres (elles représentent plus de la moitié des transferts). Le développement de la main-d'œuvre étrangère domiciliée en Suisse (travailleurs ayant un permis d'établissement, travailleurs à l'année et titulaires de permis de courte durée) a entraîné une multiplication des transferts vers l'étranger. Les transferts du secteur public vers l'étranger – ils englobent principalement les paiements des assurances sociales à l'étranger et les contributions de la Suisse à diverses organisations internationales – ont conservé leur niveau de 2005.

Graphique 15

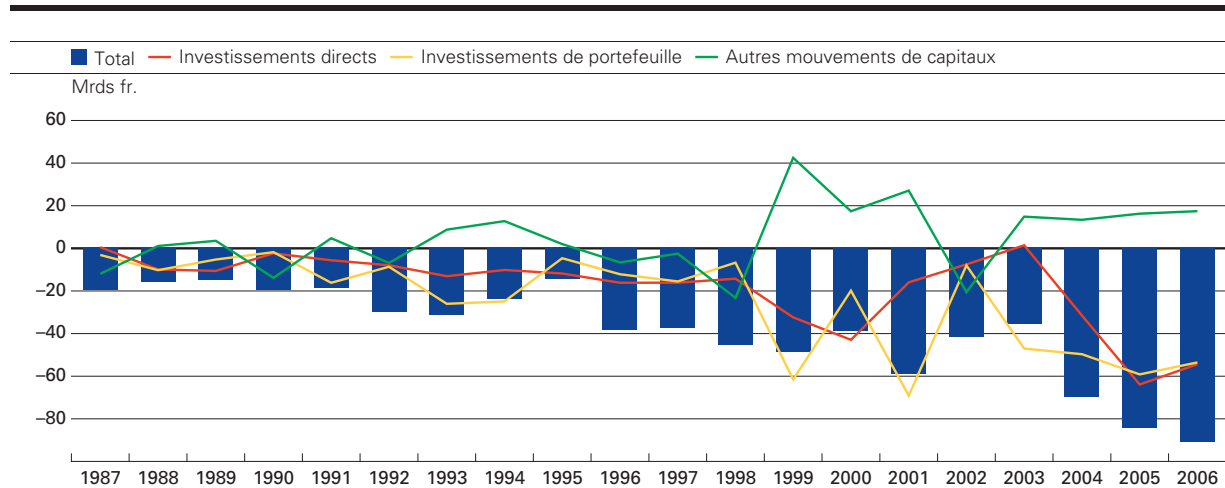
Transferts courants



Mouvements de capitaux

Les mouvements de capitaux se sont soldés par une exportation nette de 91 milliards de francs, contre 84 milliards en 2005. Dans le domaine des investissements directs, tant les exportations que les importations de capitaux ont marqué une poussée et ce, en raison du renforcement des acquisitions. Les investissements directs ont débouché sur une exportation nette de capitaux de 54 milliards de francs, les investissements de portefeuille également. Les autres mouvements de capitaux (produits dérivés et structurés inclus) se sont soldés par une importation de capitaux à hauteur de 18 milliards de francs.

Graphique 16
Mouvements de capitaux, solde



Investissements directs

Investissements directs à l'étranger

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont une nouvelle fois augmenté en 2006. Elles ont passé de 63 milliards à 73 milliards de francs, ce qui représente presque le même montant qu'en 2000, où une vague de fusions et de reprises avait conduit à une valeur record.

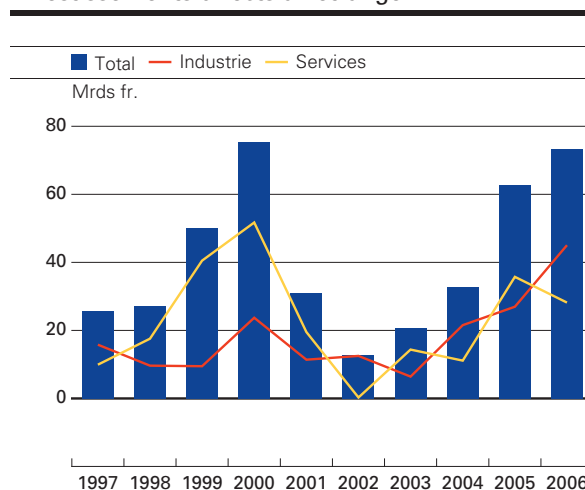
Les acquisitions ont particulièrement progressé grâce au maintien de la conjoncture favorable et à l'abondance des liquidités détenues par les entreprises. Elles se sont établies à 46 milliards de francs, soit une augmentation de 24 milliards. Le développement des crédits au sein de groupes, qui ont porté sur 5 milliards de francs, est aussi en grande partie lié au financement d'acquisitions. Les bénéfices maintenus dans les filiales à l'étranger (bénéfices réinvestis) se sont par contre détériorés, passant de 40 milliards à 22 milliards de francs. Ce recul est à mettre au compte des sociétés financières et holdings. En effet, les bénéfices réinvestis de l'ensemble des autres entreprises ont marqué une hausse sensible.

La majorité des branches ont davantage investi à l'étranger en 2006 que l'an passé. Faisant passer leurs investissements de 14 milliards à 22 milliards de francs, les banques ont fait preuve d'un dynamisme particulièrement vif. Les investissements des entreprises de chimie sont restés stables à leur haut niveau de 2005, soit 20 milliards de francs. Avec 16 milliards de francs, le groupe «Autres industries et construction» a réalisé nettement plus d'investissements que l'année précédente (7 milliards), ce qui s'explique par les investissements des entreprises de l'industrie alimentaire et des industries extractives. Enfin, les compagnies d'assurances ont elles aussi accru leurs investissements à l'étranger. Ceux-ci se sont inscrits à 9 milliards de francs, contre 6 milliards un an auparavant. A rebours de cette tendance et alors qu'elles avaient encore effectué d'importantes exportations de capitaux en 2005, les entreprises du commerce et les sociétés financières et holdings ont rapatrié des fonds de leurs participations à l'étranger en 2006.

Pour l'essentiel, l'ordre de répartition géographique est resté semblable. Les entreprises ont d'abord investi aux Etats-Unis: 22 milliards de francs (2005: 17 milliards) sous la forme de diverses grandes reprises, principalement dans le secteur industriel. Elles ont ensuite investi dans l'UE (à 25) pour le même montant, contre 20 milliards en 2005. La troisième zone dans laquelle elles ont investi a été les centres financiers offshore: 14 milliards de francs dans les centres financiers d'Amérique centrale et du Sud et 5 milliards à Singapour. Dans ces pays, l'activité des filiales se limite souvent à la détention de participations dans un pays tiers (fonction de holding). En fin de compte, ces entreprises sont utilisées comme plaques tournantes pour des investissements effectués dans des pays tiers.

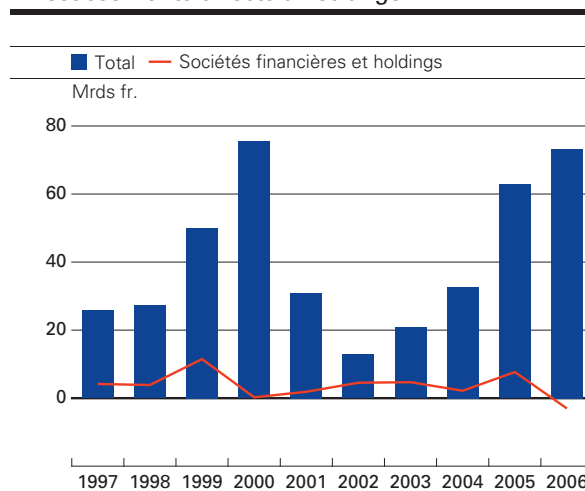
Graphique 17

Investissements directs à l'étranger



Graphique 18

Investissements directs à l'étranger



Investissements directs étrangers en Suisse

Les investissements directs étrangers en Suisse (importations de capitaux) se sont élevés à 19 milliards de francs. Ce montant est sensiblement plus élevé que ceux atteints lors des deux années précédentes, au cours desquelles les retraits de capitaux des sociétés financières et holdings les avaient largement tirés vers le bas.

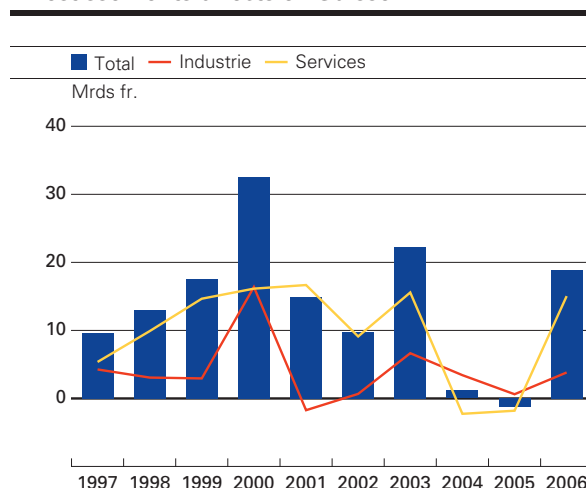
Les sociétés financières et holdings ont enregistré un afflux de 5 milliards de francs. En 2005, un rapatriement de capitaux à hauteur de 8 milliards de francs avait été observé. A l'époque, les sociétés financières et holdings en mains américaines avaient pu bénéficier, aux Etats-Unis, d'un allègement fiscal limité dans le temps et par conséquent transféré vers ce pays les bénéfices qu'elles avaient maintenus en Suisse les années précédentes.

Outre cette évolution particulière des sociétés financières et holdings, la reprise d'une grande compagnie d'assurances a fortement contribué à la hausse des investissements directs en Suisse. Au total, 14 milliards de francs ont été investis dans des entreprises du domaine des assurances. La branche «Electronique, énergie, optique et horlogerie» a enregistré un afflux de 3 milliards de francs environ, principalement sous la forme de crédits au sein de groupes. Les entreprises de chimie et les banques ont reçu des investissements à hauteur d'un milliard de francs pour chacune de ces deux branches. A l'inverse, celles de la branche «Transports et communication» et du commerce ont procédé à des désinvestissements pour respectivement 4 milliards et un milliard de francs.

Comme l'année passée, les fonds sont venus en majeure partie de l'UE (à 25), qui a fourni 16 milliards de francs aux entreprises établies en Suisse (2005: 23 milliards). L'investisseur le plus important, et de loin, a été la France, avec 12 milliards de francs, suivie, avec 4 milliards, par les Pays-Bas, eux-mêmes servant de plaque-tournante pour les investissements d'autres pays – notamment le Royaume-Uni, les Etats-Unis et le Japon. Le rapatriement de 2 milliards de francs observé vers la Belgique s'explique par le remboursement de crédits au sein de groupes. Enfin, des investisseurs américains ont mis 2 milliards de francs à la disposition de leurs participations en Suisse.

Graphique 19

Investissements directs en Suisse



Graphique 20

Investissements directs en Suisse

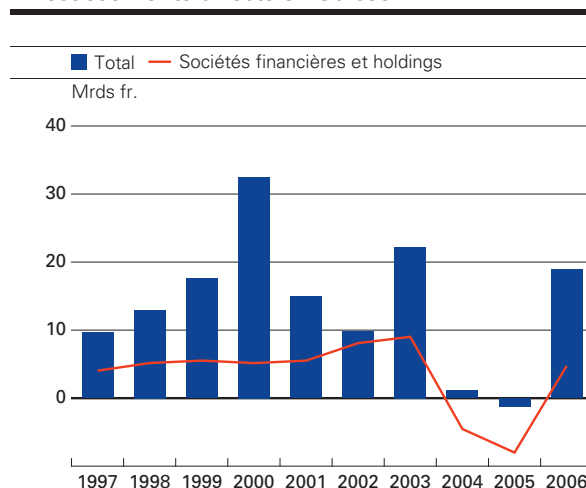


Tableau 5

Investissements directs

En milliards de francs

	2005	2006
Investissements directs suisses à l'étranger	62.7	73.2
Capital social	22.4	46.3
Bénéfices réinvestis	40.3	21.7
Crédits	0.0	5.2
Investissements directs étrangers en Suisse	-1.2	18.9
Capital social	-0.5	8.5
Bénéfices réinvestis	-2.9	9.8
Crédits	2.2	0.6

Investissements de portefeuille

Investissements de portefeuille à l'étranger

Les investisseurs suisses ont acquis des titres d'émetteurs étrangers pour un montant net de 54 milliards de francs, contre 66 milliards l'année précédente. Comme à leur habitude, ils ont marqué leur préférence pour les titres de créance, même si les achats nets dans ce domaine n'ont atteint que 36 milliards de francs, soit 8 milliards de moins qu'en 2005. Près de deux tiers des investissements ont été effectués par des banques. Divers papiers monétaires étrangers – essentiellement des titres libellés en francs – ont été vendus pour un montant net de 10 milliards de francs.

Les achats de titres de participation ont diminué de 4 milliards, passant à 18 milliards de francs. En effet, 23 milliards de francs ont été placés dans des fonds de placement (28 milliards en 2005) tandis que des actions de sociétés étrangères étaient vendues pour 5 milliards de francs nets.

Les investisseurs suisses ont été acheteurs de titres libellés en euros pour un tiers de leurs investissements et de titres libellés en francs pour un tiers également. Ils ont placé un cinquième de leurs fonds dans des titres libellés en dollars des Etats-Unis.

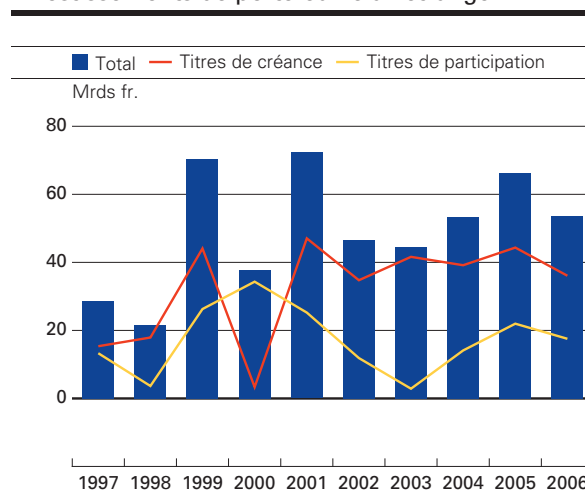
Investissements de portefeuille en Suisse

En 2006, le prélèvement net opéré par les émetteurs résidents sur le marché suisse des capitaux s'est de nouveau traduit par un résultat négatif: tant sur le marché des actions que sur celui des obligations, les rachats et les remboursements ont été supérieurs aux nouvelles émissions. Par effet d'écho, les investisseurs étrangers ont vendu des actions pour un montant net de 6 milliards de francs. Les obligations d'émetteurs suisses ont débouché sur des sorties de capitaux d'un milliard de francs. En revanche, les investisseurs étrangers ont acheté des parts de fonds de placement pour 6 milliards de francs. La majorité de cette somme a été investie en parts libellées en dollars des Etats-Unis.

En valeur nette, les investisseurs étrangers n'ont pas investi dans les titres suisses.

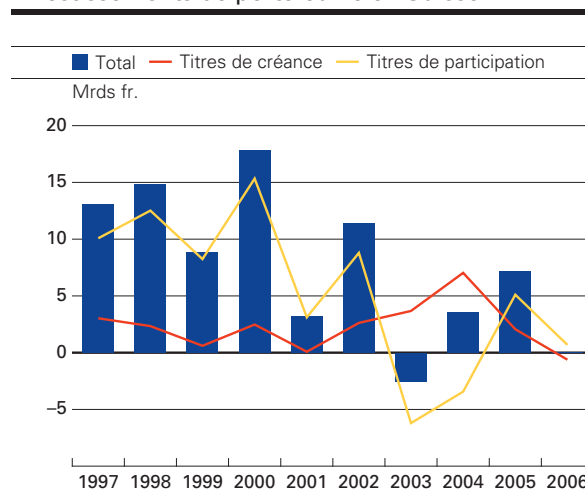
Graphique 21

Investissements de portefeuille à l'étranger



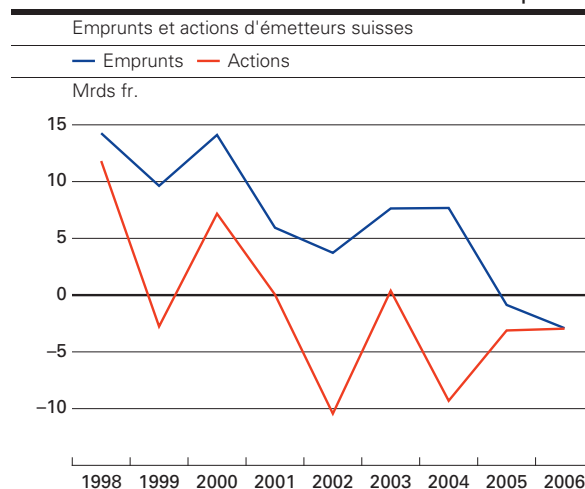
Graphique 22

Investissements de portefeuille en Suisse



Graphique 23

Emissions nettes sur le marché suisse des capitaux



Source pour les actions: Banque Vontobel SA

Produits dérivés et structurés

En raison de nouvelles sources, les produits dérivés et structurés sont désormais intégrés à la balance des paiements. Ce nouveau poste présente les achats et les ventes de produits structurés et les paiements nets effectués et reçus pour ce qui a trait aux produits dérivés.

Les produits dérivés sont des contrats à terme dont la valeur dépend de l'évolution d'une ou de plusieurs variables (valeur de base). Les produits structurés sont formés d'une combinaison de plusieurs instruments financiers: placements de base tels qu'actions et

obligations et dérivés. Les certificats, qui reproduisent l'évolution du cours d'une valeur de base et ne contiennent aucun dérivé, font également partie des produits structurés.

Les investisseurs suisses ont acheté des produits structurés d'émetteurs étrangers pour 7 milliards de francs. Les non-résidents ont investi 4 milliards de francs dans les produits structurés d'émetteurs suisses. Du côté des produits dérivés, les paiements nets effectués à l'étranger ont dépassé de peu ceux reçus de l'étranger. Au total, les mouvements de capitaux dans le domaine des produits dérivés et structurés se sont traduits par une exportation nette de 4 milliards de francs.

Produits dérivés et structurés

En milliards de francs

Tableau 6

2006

Produits dérivés	
Paiements nets à l'étranger	-5.1
Paiements nets de l'étranger	4.2
Solde	-1.0
Produits structurés	
Investissements à l'étranger	-6.9
Investissements en Suisse	4.1
Solde	-2.7
Produits dérivés et structurés, solde	-3.7

Autres mouvements de capitaux

Crédits des banques commerciales

Les banques ont accordé des crédits à l'étranger pour 33 milliards de francs, contre 74 milliards l'année précédente, répartis pour moitié environ entre les banques et la clientèle. Ces crédits ont été principalement octroyés en dollars des Etats-Unis.

Les banques ont importé 57 milliards de francs de l'étranger (2005: 75 milliards), qui proviennent presque exclusivement d'autres banques. Ces afflux ont surtout porté sur des euros.

Au total, les importations de capitaux des banques se sont élevées à 24 milliards de francs; l'année passée, elles s'étaient limitées à 2 milliards.

Crédits des entreprises

Ce poste regroupe divers éléments. Les flux financiers des entreprises, hors investissements directs et investissements de portefeuille, y sont recensés. Une partie de ces flux découle de capitaux que des entreprises suisses investissent dans des banques à l'étranger ou recueillent auprès de telles banques. Les transactions qu'effectuent les sociétés financières sur le marché des capitaux jouent également un rôle important. Ce poste comprend également les engagements, liés aux opérations transfrontières, des compagnies d'assurances.

En 2006, ce poste s'est soldé par une importation nette de capitaux de 15 milliards de francs, contre 17 milliards l'année précédente. Ce mouvement découle principalement de transactions effectuées par des sociétés financières et holdings et par des compagnies d'assurances.

Crédits des banques commerciales

En milliards de francs

Tableau 7

	2005	2006
Crédits à l'étranger	-73.5	-33.4
à des banques à l'étranger	-71.4	-14.5
à la clientèle à l'étranger	-2.0	-18.8
Crédits de l'étranger	75.4	56.9
de banques à l'étranger	72.4	53.6
de la clientèle à l'étranger	3.0	3.3
Solde des opérations des banques avec l'étranger	1.9	23.5
avec les banques	0.9	39.1
avec la clientèle	1.0	-15.5

Réserves monétaires

En 2006, la Banque nationale a légèrement augmenté les réserves monétaires en achetant des titres. L'année précédente, elle les avait réduites de 23 milliards de francs, la majeure partie de la diminution portant sur des avoirs réservés en vue d'une distribution à la Confédération et aux cantons.

Réserves monétaires

En milliards de francs

Tableau 8

	2005	2006
Total	22.7	-0.4
Or	-	-
Réserves de devises	0.7	-0.6
Position de réserve au FMI	1.1	0.5
Moyens de paiement internationaux	0.0	-0.2
Autres réserves monétaires	20.8	-0.0

Erreurs et omissions nettes

Les erreurs et omissions nettes portent sur 21 milliards de francs, ce qui représente environ 2% du total des transactions enregistrées dans la balance des paiements.

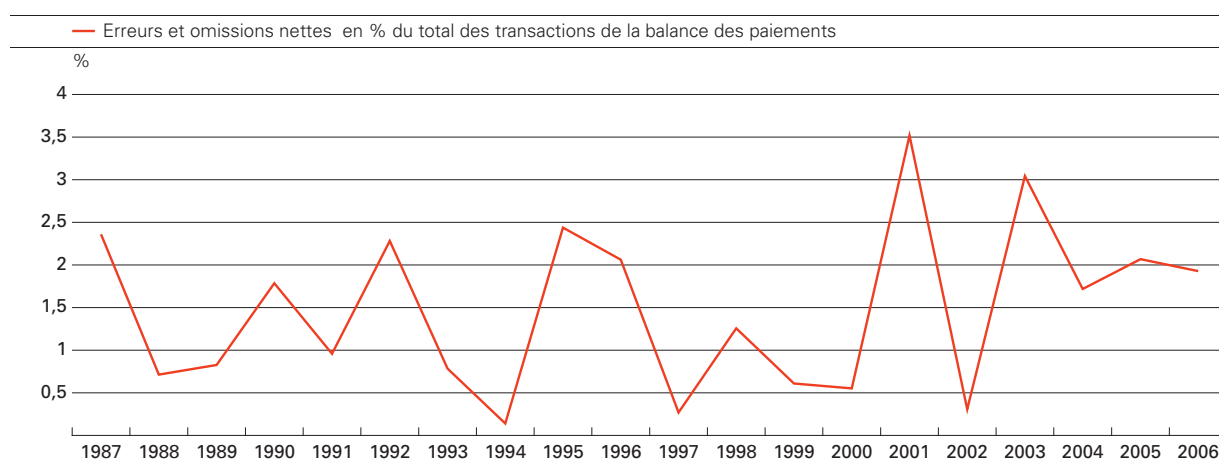
En théorie, la balance des paiements devrait être équilibrée, car elle est dressée selon le système d'enregistrement en partie double: toutes les transactions sont comptabilisées une fois du côté des recettes (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital de l'étranger, importations de capitaux) et une fois du côté des dépenses (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger, exportations de capitaux). Dans la pratique cependant, on constate une différence entre les recettes et les dépenses, qui provient de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques. Si, par exemple, l'acquisition d'une

entreprise à l'étranger est portée dans les investissements directs, mais que le flux financier correspondant n'est pas enregistré, le montant manquant apparaît dans les erreurs et omissions nettes. Ce poste correspond donc à la différence entre le total des opérations comptabilisées du côté des recettes et celles comptabilisées du côté des dépenses. Une valeur positive de ce poste indique une sous-estimation des recettes de la balance des transactions courantes/importations de capitaux ou une surestimation des dépenses de la balance des transactions courantes/exportations de capitaux.

Les fluctuations substantielles constatées dans ce poste de la balance suisse des paiements incitent à penser que les erreurs et omissions sont essentiellement dues à des lacunes dans la saisie des mouvements de capitaux.

Graphique 24

Erreurs et omissions nettes en % du total des transactions de la balance des paiements



Quels facteurs sont responsables de la récente hausse de l'excédent de la balance des transactions courantes?

Depuis plusieurs années, la balance des transactions courantes de la Suisse présente un excédent. Ces quatre dernières années, celui-ci s'est encore fortement accru. Le présent texte décrit les principaux facteurs qui ont conduit à cette augmentation. Il montre également l'influence qu'ont les différentes méthodes d'évaluation des revenus tirés des investissements directs et des investissements de portefeuille sur le solde de la balance des transactions courantes.

Influence des revenus de capitaux

En Suisse, la tradition veut que l'épargne soit plus importante que l'investissement. Les Suisses investissent par conséquent dans les autres pays, achetant ainsi des actifs étrangers. Depuis les années nonante, les revenus tirés des capitaux investis à l'étranger jouent un rôle prépondérant dans le solde de la balance des transactions courantes: ils en déterminent le montant et l'évolution. Ces quatre dernières années, les revenus de capitaux ont progressé de manière particulièrement vigoureuse, entraînant dans leur sillage l'excédent de la balance des transactions courantes (voir graphique 25).

Composition des revenus de capitaux en fonction du type d'investissement

Dans la balance des paiements, on distingue les revenus de capitaux selon qu'ils proviennent d'investissements directs, d'investissements de portefeuille ou d'autres investissements. Ce sont les revenus nets tirés des investissements directs qui influencent le plus l'évolution de l'ensemble de ces revenus (voir graphique 26).

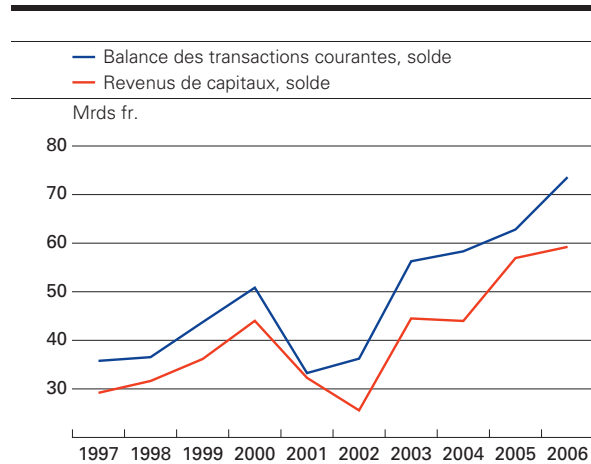
Motifs du niveau élevé des revenus tirés des investissements directs

Dans les années nonante, les entreprises suisses ont massivement développé leurs investissements directs à l'étranger. Ceux-ci sont passés de 241 milliards en 1997 à 660 milliards de francs en 2006 et leur part dans les actifs suisses à l'étranger s'est renforcée de 7% pour s'établir à 23%. A l'inverse, la part des investissements directs étrangers en Suisse dans les passifs envers l'étranger est restée relativement faible avec 11% en 2006 (1997: 8%). La place prise par les investissements directs dans la position extérieure nette s'est accrue de façon encore plus flagrante: entre 1997 et 2006, leur part a quasiment doublé, passant de 38% à 74%.

Cette évolution s'est vue renforcée par les bénéfices élevés engrangés par les entreprises suisses au cours des dernières années. Après avoir connu leur niveau le plus bas en 2002, ceux-ci ont en effet renoué avec la croissance. Une part toujours plus grande de ces bénéfices est réalisée par des filiales à l'étranger. Dans la balance des transactions courantes, ils sont comptabilisés comme revenus tirés des investissements directs.

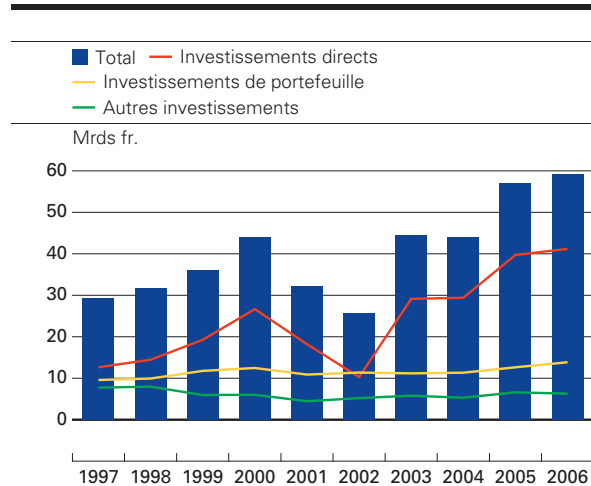
Graphique 25

Balance des transactions courantes et revenus de capitaux, solde



Graphique 26

Composition des revenus de capitaux, solde



Surestimation du solde de la balance des transactions courantes due à une différence de comptabilisation des revenus en fonction du type d'investissement

Conformément au Manuel de la balance des paiements du Fonds monétaire international (FMI), la comptabilisation des revenus de capitaux s'effectue en fonction du type d'investissement.

Les revenus tirés des investissements directs comprennent

- les dividendes des filiales,
- les bénéfices réinvestis (maintenus) des filiales et
- les versements d'intérêts aux filiales et de filiales.

Les revenus tirés des investissements de portefeuille comportent

- les intérêts perçus sur les titres de créance,
- les dividendes découlant d'actions et
- les revenus distribués et réinvestis (maintenus) tirés de fonds de placement.

On distingue donc la comptabilisation des revenus tirés des investissements directs de celle des revenus tirés des investissements de portefeuille par le fait que, dans cette dernière, les bénéfices que les entreprises réinvestissent (maintiennent) ne sont pas pris en considération.

La raison tient à la position de l'investisseur. Dans le cas d'un investissement direct, l'investisseur exerce une influence sur le management de l'entreprise auprès de laquelle il a placé son argent, et donc sur la répartition des bénéfices. Aux termes de la définition statistique, il lui suffit pour ce faire de participer au capital de ladite entreprise à hauteur de 10%. Les multinationales constituent des exemples tout à fait caractéristiques de ce fonctionnement, qui leur permet de garder l'entière maîtrise sur la politique de leurs participations. Lorsque la participation est inférieure à 10%, l'investissement est considéré comme investissement de portefeuille.

Cette différence entre la comptabilisation des revenus tirés des investissements directs et celle des revenus tirés des investissements de portefeuille en actions se répercute sur les revenus nets de capitaux et le solde de la balance des transactions courantes. Deux éléments peuvent être avancés pour expliquer ce phénomène. D'une part, seule une partie des bénéfices est normalement distribuée aux détenteurs de portefeuilles (actionnaires). Les revenus de capitaux ne prennent que les dividendes en considération. Les bénéfices réinvestis sont ignorés. D'autre part, la quantité d'actions suisses en mains étrangères est considérable: l'équivalent de 747 milliards de francs à la fin de 2006. Le fait de limiter les revenus tirés des investissements de portefeuille aux dividendes versés a donc une incidence importante sur les dépenses de la balance des transactions courantes.

Ampleur des revenus tirés d'investissements de portefeuille en actions réinvestis

Le tableau 9 présente une estimation de la part des investisseurs étrangers dans les bénéfices réinvestis des entreprises suisses. Cette estimation se fonde sur les quotients de répartition des entreprises suisses entrant dans le *Swiss Market Index* (SMI). Entre 2003 et 2006, elle se montait à un peu plus d'un tiers des bénéfices.

La différence estimée entre les bénéfices des entreprises et les dividendes versés aux détenteurs de portefeuilles étrangers a doublé entre 2003 et 2006; de 10 milliards, elle est passée à 20 milliards de francs. Cette différence – qui représente donc les bénéfices que les entreprises réinvestissent – n'est pas comptabilisée dans la balance des transactions courantes. Si ces revenus étaient pris en compte dans la balance des transactions courantes au même titre que les bénéfices réinvestis dans les investissements directs, l'excédent de la balance des transactions courantes diminuerait d'autant.

Le tableau 9 montre le solde de la balance des transactions courantes calculé selon le Manuel de la balance des paiements du FMI (solde 1) et en tenant compte, dans les dépenses, de la part des actionnaires étrangers dans les bénéfices réinvestis (solde 2). Le solde 2 est nettement inférieur au solde 1, mais il se monte à encore 11% environ du produit intérieur brut (PIB).

Les revenus tirés des actions étrangères détenues par des investisseurs suisses sont également sous-estimés, ce qui implique que, si l'on tenait compte des bénéfices réinvestis, les recettes seraient plus importantes et que le solde 2 serait quelque peu surévalué. Or, les placements suisses en actions étrangères ne représentent qu'un tiers des placements étrangers en actions suisses. En outre, les quotients de répartition des entreprises sont généralement plus élevés à l'étranger qu'en Suisse. Pour ces raisons, les répercussions sur les recettes de la balance des transactions courantes sont nettement moindres.

Récapitulatif

Deux facteurs principaux sont à l'origine de l'augmentation de l'excédent de la balance des transactions courantes ces dernières années: le fort développement des investissements directs suisses à l'étranger et la hausse de revenus qui s'est ensuivie. L'excédent est toutefois surestimé, les revenus n'étant pas pris en

considération de la même manière selon qu'ils découlent d'investissements directs ou d'investissements de portefeuille. Une solution alternative, traitant également tous les revenus, montre un excédent de la balance des transactions courantes nettement moins important: 11% du PIB. Par rapport aux autres pays, il reste cependant encore élevé.

Solde de la balance des transactions courantes calculé selon le Manuel de la balance des paiements du FMI (solde 1) et en tenant compte, dans les dépenses, des bénéfices tirés d'investissements de portefeuille en actions (solde 2)

Tableau 9

En milliards de francs

	2003	2004	2005	2006
Solde de la balance des transactions courantes 1: calculé selon le Manuel de la balance des paiements du FMI	56,3	58,3	62,8	73,6
Solde 1 en pour cent du PIB	12,9	13,0	13,8	15,6
Part des actionnaires étrangers dans les bénéfices réinvestis des entreprises suisses	9,9	12,0	15,2	19,5
Solde de la balance des transactions courantes 2: solde 1 moins la part des actionnaires étrangers dans les bénéfices réinvestis des entreprises suisses	46,4	46,3	47,6	54,1
Solde 2 en pour cent du PIB	10,7	10,4	10,4	11,4

Commentaires

Modifications par rapport à 2005

Tourisme

L'Office fédéral de la statistique a révisé la balance touristique en se basant sur de nouvelles sources et de nouvelles méthodes d'évaluation. En conséquence, les recettes et les dépenses du tourisme présentent un niveau moindre. Leur évolution correspond à peu près aux estimations faites jusqu'à présent, mais la croissance moyenne depuis 2000 est légèrement supérieure à celle calculée auparavant.

Transferts courants: commissions des assureurs privés

Les commissions des assureurs et intermédiaires étrangers (versées et perçues), qui font l'objet de relevés depuis 2005, ont été incluses dans les primes encaissées. Pour cette raison, le côté «recettes» des transferts courants est inférieur à ce qu'il était auparavant.

Produits dérivés et structurés

Du fait de nouvelles sources, les produits dérivés et structurés constituent depuis 2006 un nouveau poste des mouvements de capitaux. Pour le moment, les seuls produits dérivés recensés sont les opérations des compagnies d'assurances. Ceux des autres branches seront disponibles à partir de 2008. Sous les produits structurés sont rassemblés les mouvements de capitaux de la clientèle des banques.

Autres mouvements de capitaux: crédits de la Banque nationale

Les variations des créances et engagements de la Banque nationale qui ne font pas partie des réserves monétaires forment désormais une position séparée

sous «Autres mouvements de capitaux». Celle-ci comprend les variations des crédits d'aide monétaire (précédemment prises en compte dans les réserves monétaires), les variations des autres engagements de la Banque nationale (précédemment prises en compte dans les autres mouvements de capitaux) et les variations des créances et engagements résultant de pensions de titres conclues avec des banques à l'étranger (nouvelle composante).

Investissements directs: recueil de données auprès des entreprises de la Principauté de Liechtenstein

La BNS recueille désormais des données sur les investissements directs des entreprises sises dans la Principauté de Liechtenstein. Auparavant, les investissements directs de ces entreprises n'étaient inclus dans la statistique que lorsque le siège de leur maison mère se trouvait en Suisse.

Adaptation de la répartition par branches à la NOGA 2002

La répartition par branches des investissements directs et des crédits des entreprises a été adaptée à la classification NOGA 2002 (Nomenclature générale des activités économiques). La nouvelle répartition est valable à compter de 2004; jusqu'en 2003, la base reste la NOGA 1985. Pour la publication des investissements directs et des crédits des entreprises, les branches sont regroupées. Si leurs désignations ne changent pas, leur composition, en revanche, a subi quelques modifications. Les branches selon la NOGA 2002 sont définies page 34.

Balance des transactions courantes

Commerce spécial

Exportations fob et importations caf, conformément à la statistique du commerce extérieur de l'Administration fédérale des douanes (AFD), à l'exception des métaux précieux, des pierres gemmes, des objets d'art et des antiquités (total 1). Depuis 1995, le kérosène est comptabilisé dans le commerce spécial. Depuis 2002, il en va de même de l'énergie électrique, du perfectionnement à façon et des marchandises en retour.

Autres biens

Métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, achats et ventes de bateaux naviguant sur le Rhin, frais de transport et primes d'assurances liés aux importations, trafic non contrôlé de biens, petits envois, importations d'or et d'argent industriels, achats de biens dans les ports par les transporteurs.

Tourisme

Voyages d'affaires et de vacances, séjours dans des établissements hospitaliers et de cure, séjours d'études, voyages d'un jour et de transit, chiffres d'affaires des boutiques hors taxes, consommation des frontaliers étrangers et des titulaires de permis de courte durée.

Services (hors tourisme)

Services d'assurance dans les opérations des « assurances sociales privées » et des autres assurances privées avec l'étranger, opérations de commerce en transit (recettes nettes tirées des opérations internationales de négoce de marchandises, sans les exportations et importations qui entrent dans le commerce extérieur), transports, postes, messageries et télécommunications, services financiers (commissions bancaires), services à contenu technologique (constructions à l'étranger, conseils commerciaux et techniques, licences et brevets, y compris les services de gestion), services fournis ou reçus par les administrations publiques (achats de biens et de services par les représentations étrangères en Suisse, par les représentations suisses à l'étranger et par les organisations internationales en Suisse, taxes perçues par les ambassades et les consulats), administration des sociétés de domicile, avocats, fiduciaires, services culturels, recettes que l'Etat tire des droits de timbre.

Revenus du travail

Salaires bruts versés à des frontaliers suisses et à des résidents au service d'employeurs étrangers (organisations internationales et représentations consulaires sises en Suisse). Salaires bruts des frontaliers étrangers, y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG, à l'assurance-chômage (AC), à la SUVA et aux caisses de pensions; salaires bruts versés à des personnes titulaires d'un permis de courte durée (<4 mois), y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG et à l'AC.

Revenus de capitaux

Investissements de portefeuille: revenus des titres en portefeuille (actions, obligations, etc.); investissements directs: revenus (transférés et réinvestis) des investissements directs; autres placements: opérations d'intérêts des banques, revenus des placements à titre fiduciaire, intérêts sur les avoirs et engagements des entreprises vis-à-vis de tiers, revenus des placements de la Banque nationale et de la Confédération ainsi que les autres revenus de capitaux (paiements opérés au titre de contrats de crédit-bail, etc.); variation des droits des ménages à l'étranger sur les provisions des caisses de pensions. Les intérêts sur les crédits accordés par le secteur non bancaire ne sont pas recensés.

Transferts courants du secteur privé

Transferts effectués par les émigrés suisses, les institutions d'assurances étrangères, etc.; transferts que les immigrés effectuent à l'étranger, rentes et indemnités, pensions, prestations de soutien, aides des œuvres caritatives du secteur privé en faveur de l'étranger, primes encaissées et prestations versées à la suite de sinistres (abstraction faite des services d'assurance) par les assurances sociales privées et par les autres assurances privées.

Transferts courants du secteur public

Cotisations versées aux assurances sociales (AVS, AI et APG) par des émigrés et par des frontaliers étrangers, recettes que l'Etat tire de l'impôt à la source (frontaliers) ainsi que d'autres impôts et droits; il est également tenu compte des recettes provenant des taxes routières et de la retenue d'impôt UE. Prestations des assurances sociales versées à l'étranger, contributions de la Suisse à des organisations internationales et autres transferts à l'étranger, ristournes d'impôts aux pays de domicile des frontaliers, aides publiques en faveur de l'étranger.

Sources (pour la balance des transactions courantes)

Les données proviennent d'enquêtes des autorités fédérales et de la Banque nationale; il s'agit en partie d'estimations.

Transferts en capital

Remises de dettes et aides financières (dons) de la Confédération, transferts privés en capital et achat et vente d'actifs non financiers non produits.

Mouvements de capitaux

Investissements directs

Habituellement, il y a investissement direct quand un investisseur participe (avec droit de vote) pour 10% minimum au capital d'une entreprise sise à l'étranger ou en Suisse ou quand il fonde une filiale ou une succursale. Sont pris en considération les mouvements financiers portant sur les fonds propres (libération de capital social; fondation et acquisition, liquidation et vente de filiales et de participations; mise d'un capital d'exploitation ou de dotation à la disposition de succursales), les revenus réinvestis ainsi que les variations des crédits. Ces données proviennent des relevés trimestriels et annuels que les entreprises remettent à la Banque nationale.

Investissements de portefeuille

Investissements de portefeuille à l'étranger: placements de résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des non-résidents (papiers monétaires, obligations, actions, bons de participation, bons de jouissance, parts de fonds de placement). Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les nouveaux placements, déduction faite des placements liquidés et remboursés. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle résidente. Les investissements des banques et entreprises sont tirés des données fournies par ces sociétés sur leurs opérations avec l'étranger. Investissements de portefeuille en Suisse: placements de non-résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des résidents (papiers monétaires, obligations, bons de caisse, actions, bons de participation, bons de jouissance, parts de fonds de placement). Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les nouveaux placements, déduction faite des placements liquidés et remboursés. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle non résidente. Les données concernant les emprunts émis à l'étranger par des entreprises résidentes sont tirées des relevés sur les opérations des entreprises avec l'étranger.

Produits dérivés et structurés

Les produits dérivés comprennent des opérations à terme conditionnelles (options) et inconditionnelles (opérations à terme sec, futures, swaps). Exportations de capitaux: paiements à des contreparties à l'étranger en relation avec des opérations sur produits dérivés. Importations de capitaux: recettes perçues de contreparties à l'étranger en relation avec des opérations sur produits dérivés. Les données proviennent des relevés que les compagnies d'assurances remettent à la Banque nationale.

On trouve sur le marché une multitude de variantes pour les produits structurés. Une des classifications les plus fréquentes divise les produits structurés en pro-

duits de participation (certificats), à rendement maximal (certificats, convertibles) et à capital garanti (avec ou sans cap). Placements à l'étranger: placements de résidents en produits structurés d'émetteurs étrangers. Placements en Suisse: placements de non-résidents en produits structurés d'émetteurs suisses. Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les achats moins les ventes et les remboursements. Les données sont tirées des déclarations des banques sur les achats nets de la clientèle suisse et étrangère.

Autres mouvements de capitaux: crédits des banques commerciales

Crédits à des débiteurs non-résidents: variation des crédits accordés à court et long terme à des banques, y compris les créances en métaux précieux; variation des crédits octroyés à la clientèle, y compris les créances hypothécaires et les créances en métaux précieux. Crédits de l'étranger: variation des engagements à court et long terme envers les banques, y compris les engagements en métaux précieux; variation des engagements à long terme envers la clientèle, y compris sous forme d'épargne et de placements, ainsi que variation des engagements à court terme envers la clientèle, y compris les engagements en métaux précieux. Les valeurs qui sont portées dans la balance des paiements indiquent la variation nette de chaque poste, soit l'afflux de fonds, déduction faite des remboursements. Ces données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse sur leurs opérations avec l'étranger.

Autres mouvements de capitaux: crédits des entreprises

Crédits à des débiteurs non-résidents: variation des crédits à court et long terme que les entreprises privées et publiques résidentes ont octroyés à des personnes physiques, à des banques et à des entreprises qui sont domiciliées à l'étranger, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales ou participations à l'étranger. Crédits de l'étranger: variation des crédits à court et long terme que des personnes physiques, des banques et des entreprises à l'étranger ont octroyés à des entreprises privées et publiques résidentes, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales et participations en Suisse. Ces données proviennent des relevés que les entreprises remettent à la Banque nationale.

Autres mouvements de capitaux: crédits des collectivités publiques

Crédits à court et long terme que les collectivités publiques (Confédération, cantons, communes, assurances sociales) ont octroyés à l'étranger. Engagements à court et long terme des collectivités publiques envers l'étranger.

Autres mouvements de capitaux: crédits de la Banque nationale

Crédits d'aide monétaire, variation des créances et engagements résultant de pensions de titres conclues avec des banques à l'étranger et variation des autres créances et engagements vis-à-vis de l'étranger.

Autres investissements

Créances et engagements à titre fiduciaire: les créances à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de résidents et qui sont placés à l'étranger; les engagements à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de non-résidents et qui sont placés en Suisse. Les données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse des banques sur leurs opérations avec l'étranger. Variation des créances et engagements des fonds de placement vis-à-vis de l'étranger: les données sont tirées des déclarations des fonds de placement. Importations et exportations de métaux précieux: importations et exportations d'or et d'argent sous forme brute et sous forme de pièces selon la statistique du commerce extérieur et, entre 2000 et 2005, ventes d'or transfrontières de la BNS. Les importations de métaux précieux à des fins artisanales et industrielles comptabilisées dans la balance des transactions courantes sont portées en déduction. Variation de la participation de la Banque nationale à la Banque des règlements internationaux (BRI). Participations de la Confédération à des augmentations de capital d'organisations internationales. Ventes d'immeubles en Suisse à des non-résidents, déduction faite des ventes effectuées par des non-résidents à des résidents; sont prises en considération les mutations effectives selon la statistique de l'Office fédéral de la justice. Achats d'immeubles situés à l'étranger par des résidents. Flux de capitaux du secteur non bancaire vers des banques à l'étranger. Variation du stock de billets de banque libellés en francs à l'étranger. Les autres investissements englobent aussi des éléments correctifs, notamment pour les opérations des banques avec les organisations internationales ayant leur siège en Suisse.

Réserves monétaires

Ce poste enregistre la variation de l'encaisse-or, des placements de devises, de la position de réserve au Fonds monétaire international (depuis 1992) et des moyens de paiement internationaux (DTS). A l'entrée en vigueur, le 1er mai 2000, de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement, la Banque nationale a modifié la gestion de son encaisse-or. Elle a vendu, dans les limites de l'accord conclu entre banques centrales,

1300 tonnes d'or. Ces ventes d'or se sont achevées à la fin de mars 2005. Les ventes au secteur privé ne sont pas prises en considération dans le poste «Réserves monétaires» de la balance des paiements. Les ventes d'or au secteur privé constituent une démonétisation d'une partie de l'encaisse-or, et une telle démonétisation n'est pas à comptabiliser dans les réserves monétaires. Dans les opérations sur or, seules celles qui sont passées à des fins monétaires avec des banques centrales doivent être prises en considération dans les réserves monétaires.

Erreurs et omissions nettes

Erreurs et omissions

Voir fondements méthodologiques.

Fondements juridiques

Fondements juridiques des enquêtes servant à établir la balance des paiements et la position extérieure nette

La loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale confèrent à cette dernière le droit de mener les enquêtes statistiques nécessaires à l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure nette de la Suisse. Selon l'annexe à l'ordonnance de la Banque nationale, les personnes morales et autres sociétés sont tenues de fournir des données si le montant de leurs transactions, par trimestre et par objet, dépasse 100 000 francs (1 million de francs dans les mouvements de capitaux), si leurs avoirs ou engagements financiers vis-à-vis de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête ou si leurs investissements directs à l'étranger ou de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête.

Bases méthodologiques

Définition

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'une économie avec le reste du monde. Ces transactions portent sur les flux de biens, de services et de revenus, sur les transferts (voir ci-dessous), sur la création et l'extinction de créances et d'engagements financiers ainsi que sur les flux concernant des capitaux d'investissement direct. Les fondements méthodologiques de la balance des paiements sont tirés d'un ouvrage du Fonds Monétaire International, le Manuel de la balance des paiements (5^e édition).

Balance des transactions courantes

La balance des transactions courantes récapitule les échanges de biens et de services avec l'étranger, les flux transfrontières de revenus de facteurs et les transferts courants entre la Suisse et l'étranger.

Transferts

Les transferts sont des écritures compensatoires passées pour toutes les transactions unilatérales, donc sans contrepartie (aide au développement par exemple), afin de respecter le système d'enregistrement en partie double qui est appliqué à la balance des paiements. On distingue les transferts courants, qui figurent dans la balance des transactions courantes, et les transferts en capital, qui constituent une catégorie à part. Les écritures compensatoires sont enregistrées avant tout dans les transferts courants pour les biens, services et revenus fournis sans contrepartie et dans les transferts en capital pour les prestations en capital sans contrepartie.

Mouvements de capitaux

La création et l'extinction de créances et d'engagements financiers transfrontières sont enregistrées dans des mouvements de capitaux. Ces flux portent, selon leur nature, sur des investissements directs (investissements à caractère de participation dans des entreprises), des investissements de portefeuille (investissements dans des papiers-valeurs, sans aucun caractère de participation), des produits dérivés et structurés, d'autres mouvements de capitaux (principalement les crédits des banques commerciales et des entreprises) et sur les réserves monétaires internationales.

Poste résiduel (erreurs et omissions)

Toutes les transactions sont théoriquement comptabilisées du côté « recettes » et du côté « dépenses », si bien que les deux totaux devraient être égaux. Dans la pratique toutefois, il est difficile d'appliquer pleinement ce principe. Le poste résiduel correspond à la différence entre le total des afflux en provenance de l'étranger (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital de l'étranger et importations de capitaux) et le total des reflux vers l'étranger (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger et exportations de capitaux). Une telle différence provient de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques.

Toutes les composantes de la balance des paiements peuvent contribuer à la formation de cette différence. Un poste résiduel positif (+) indique que des recettes et des importations de capitaux n'ont pas été recensées; un poste résiduel négatif (-) signifie que des dépenses et des exportations de capitaux n'ont pas été prises en considération.

Relations entre les balances partielles

La balance suisse des paiements comprend trois balances partielles: les transactions courantes, les transferts en capital et les mouvements de capitaux. Ces trois balances partielles sont reliées entre elles. En théorie (donc abstraction faite des erreurs statistiques constituant le poste résiduel), le solde des transactions cou-

rantes et des transferts en capital correspond au solde, avec un signe (positif ou négatif) inverse, des mouvements de capitaux. La somme des trois balances partielles est par conséquent égale à zéro.

La capacité ou le besoin de financement des CN correspond aussi à la variation, due aux transactions, de la position extérieure nette.

Balance des paiements	CN			
Balance des transactions courantes	Contribution de l'extérieur au PIB	Contribution de l'extérieur au revenu national brut	Solde des investissements intérieurs et de l'épargne intérieure	Capacité ou besoin de financement
- Biens				
- Services	+ Revenus	= Solde des biens, des services et des revenus	+ Transferts courants	
= Solde des biens et services				
= Solde de la balance des transactions courantes				
+ Transferts en capital	= Solde de la balance des transactions courantes et solde des transferts en capital		Capacité ou besoin de financement	
Solde des mouvements de capitaux, y compris les réserves monétaires				

Définition des branches¹

Textile et habillement	17: Industrie textile; 18: Industrie de l'habillement; 19: Industrie du cuir et d'articles en cuir
Chimie et plastiques	23: Cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires; 24: Industrie chimique; 25: Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques
Métallurgie et machines	27: Métallurgie; 28: Travail des métaux; 29: Fabrication de machines et d'équipements; 30: Fabrication de machines de bureau, d'appareils pour le traitement des données et d'équipements informatiques; 34: Industrie automobile; 35: Fabrication d'autres moyens de transport
Electronique, énergie, optique et horlogerie	31: Fabrication d'appareils électriques pour la production, la distribution de l'électricité et d'autres activités similaires; 32: Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication; 33: Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique; horlogerie; 40: Production et distribution d'électricité, de combustibles gazeux et de chaleur; 41: Captage, traitement et distribution d'eau
Autres industries construction	01: Agriculture et chasse; 02: Sylviculture; 05: Pêche et aquaculture; 10: Extraction de houille, de lignite et de tourbe; 11: Extraction d'hydrocarbures et services annexes; 12: Extraction de minerais d'uranium et de thorium; 13: Extraction de minerais métalliques; 14: Extraction de la pierre et de la terre, autres industries extractives; 15: Industries alimentaires et industries des boissons; 16: Industrie du tabac; 20: Travail du bois et fabrication d'articles en bois, en liège, vannerie et sparterie (sans la fabrication de meubles); 21: Industrie du papier, du carton et de leurs dérivés; 22: Edition, impression, reproduction d'enregistrements sonores, vidéo et informatiques; 26: Fabrication de verre et d'articles en verre, en céramique, transformation de la pierre et de la terre; 36: Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux, de jouets et d'autres produits; 37: Récupération; 45: Construction
Commerce	50: Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles; stations-service; 51: Intermédiaires du commerce et commerce de gros (sans le commerce de véhicules automobiles); 52: Commerce de détail (sans le commerce de véhicules automobiles et les stations-service); réparation d'articles personnels et domestiques
Sociétés financières et holdings	65.2: Autres intermédiations financières; 74.15: Activités de gestion de holdings; 67: Activités auxiliaires liées à l'intermédiation financière et aux assurances
Banques	65.1: Intermédiation monétaire
Assurances	66: Assurances (sans la sécurité sociale obligatoire)
Transports et communication	60: Transports terrestres; transports par conduites; 61: Transports par eau; 62: Transports aériens; 63: Services auxiliaires des transports; activités des entreprises de transport; 64: Postes et télécommunications
Autres services	55: Hôtellerie et restauration; 70: Activités immobilières; 71: Location de machines et équipements sans opérateur; 72: Activités informatiques; 73: Recherche et développement; 74: Service aux entreprises (sans 74.15 Activités de gestion de holdings); 75: Administration publique, défense; sécurité sociale obligatoire; 80: Education et enseignement; 85: Santé, affaires vétérinaires et action sociale; 90: Collecte et traitement des eaux usées et des déchets et autres services d'assainissement; 91: Représentation d'intérêts ainsi qu'associations religieuses et diverses (sans l'action sociale, la culture et le sport); 92: Activités culturelles, sportives et récréatives; 93: Autres services; 95: Ménages avec personnel domestique; 99: Organisations et organismes extraterritoriaux

¹ La définition des branches correspond à la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) 2002 de l'Office fédéral de la statistique.

Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs¹

Définition des pays	
France	Y compris la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Monaco, la Réunion ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon
Portugal	Y compris les Açores et Madère
Espagne	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries
Royaume-Uni	Englobe l'Angleterre, l'Ecosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord
Norvège	Y compris Svålbard et Jan Mayen
Etats-Unis	Y compris Porto Rico et Navassa
Nouvelle-Zélande	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes ainsi que Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique)
Malaisie	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan)
Taiwan	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
Inde	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar
Indonésie	Y compris le Timor-Leste jusqu'en 2003
Emirats arabes unis	Aboû Dabî, Doubaï, Chârdja, Adjmân, Omm al Qaiwaïn, Ras al Khaimah et Foudjaïrah
Maroc	Y compris le Sahara occidental
Définition des régions	
UE	UE à 15 pays jusqu'en 2003 et à 25 pays à partir de 2004. Comprend, en plus des pays indiqués individuellement, Malte, la Slovénie et Chypre depuis 2004
Reste de l'Europe	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, îles Féroé, Islande, Macédoine, Moldavie, Saint-Marin, Serbie et Monténégro ainsi que Saint-Siège. Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre, mais sans le Liechtenstein qui est rattaché à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques
Centres financiers offshore d'Europe	Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man
Amérique du Nord	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland
Asie	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Territoires palestiniens occupés, Géorgie, Irak, Iran, Yémen, Jordanie, Cambodge, Kazakhstan, Qatar, Kirghizistan, République populaire démocratique de Corée, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Syrie, Tadjikistan, Timor-Leste, Turkménistan et Ouzbékistan
Amérique centrale et du Sud	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Aruba, Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador ainsi que Trinité-et-Tobago
Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud	Îles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.
Afrique	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Guinée équatoriale, Ethiopie, Bénin, Botswana, Territoire britannique de l'océan Indien, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Erythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Zambie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Zimbabwe, Somalie, Sainte-Hélène, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tchad, Ouganda et République Centrafricaine
Océanie (et régions polaires)	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Samoa américaines, île Bouvet, îles Cocos (Keeling), îles Cook, île Christmas, Fidji, Etats fédérés de Micronésie, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, îles Heard et McDonald, Kiribati, îles Marshall, îles Mariannes du Nord, Nouvelle-Calédonie, île Norfolk, Nauru, Niué, Polynésie française, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Palaos, îles Salomon, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, îles mineures éloignées des Etats-Unis, Vanuatu, Wallis et Futuna ainsi que Samoa

¹ La définition des pays et des régions correspond à la Géonomenclature d'Eurostat.

Tableaux

Page	Tableau
A2	1.1 Balance suisse des paiements, aperçu
A4	2.1 Biens
A5	3.1 Services
A7	4.1 Revenus du travail et de capitaux
A8	5.1 Transferts courants
A9	6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs
A10	6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays
A12	7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs
A13	7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays
A14	8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres
A15	8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie
A16	9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie
A17	10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches
A18	Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

Explication des signes

Donnée non connue, confidentielle, non pertinente, plus demandée ou aucun établissement déclarant (donnée manquante).

Différences dans les totaux

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

Pratique en matière de révision des données

Chaque année, les données font l'objet d'une révision, en août, à l'occasion de la publication du rapport sur la *balance des paiements*. En outre, les données sur les flux d'investissements directs et sur les revenus tirés des investissements directs sont révisées en décembre lors de la parution du rapport sur l'évolution des *investissements directs*. Le rapport publié en août sur la balance des paiements contient les données provisoires pour l'année examinée, mais aussi les données révisées pour l'année précédente.

Les révisions tiennent compte des données parvenues après coup et d'informations nouvelles qui proviennent de sources secondaires; de plus, des estimations provisoires sont alors affinées ou remplacées par des données définitives.

Si les nouvelles informations portent sur une période antérieure, elles entraînent une révision des données pour cette période. Les modifications d'ordre méthodologique, les changements apportés dans les classifications et le recours à de nouvelles sources sont précisés dans la partie «Commentaires» des rapports sur la balance des paiements et l'évolution des investissements directs.

Séries chronologiques longues

Les tableaux publiés dans le rapport sur la *balance des paiements* sont également disponibles sur le site Internet de la BNS (www.snb.ch, *Publications, Balance suisse des paiements*).

Les séries sur Internet portent sur des périodes plus longues et se prêtent au téléchargement.

1.1 Balance suisse des paiements, aperçu¹

En milliards de francs

	2002	2003	2004	2005	2006
	1	2	3	4	5
Balance des transactions courantes					
Balance des transactions courantes, solde	36.2	56.3	58.3	62.8	73.6
Biens, solde	5.1	4.3	6.7	3.0	5.1
Commerce spécial ² , solde	7.5	6.9	9.3	7.9	12.1
Recettes	135.7	135.5	146.3	157.0	177.5
Dépenses	- 128.2	- 128.6	- 137.0	- 149.1	- 165.4
Autres postes, solde	- 2.4	- 2.6	- 2.6	- 4.9	- 7.0
Services, solde	24.0	24.6	25.6	28.3	33.2
Tourisme, solde	2.7	2.3	1.9	1.5	1.0
Recettes	11.3	11.6	11.9	12.5	13.3
Dépenses	- 8.5	- 9.3	- 10.1	- 11.1	- 12.4
Commissions bancaires, solde	10.4	10.4	10.6	11.7	13.1
Recettes	11.3	11.3	11.7	13.0	14.7
Dépenses	- 0.9	- 0.9	- 1.1	- 1.3	- 1.6
Autres services, solde	10.9	11.9	13.1	15.1	19.2
Revenus du travail et de capitaux, solde	16.3	34.8	33.9	46.5	48.2
Revenus du travail, solde	- 9.2	- 9.7	- 10.1	- 10.4	- 11.0
Recettes	1.9	2.1	2.1	2.0	2.1
Dépenses	- 11.1	- 11.8	- 12.2	- 12.5	- 13.1
Revenus de capitaux, solde	25.6	44.5	44.0	56.9	59.2
Recettes	63.6	83.5	87.9	126.5	131.6
Investissements de portefeuille	22.9	22.0	23.2	26.5	30.8
Investissements directs	19.9	43.6	48.9	75.8	64.4
Autres revenus de capitaux	20.7	17.9	15.8	24.2	36.4
Dépenses	- 38.0	- 39.0	- 43.9	- 69.5	- 72.4
Investissements de portefeuille	- 11.6	- 10.9	- 11.9	- 13.8	- 16.9
Investissements directs	- 9.6	- 14.5	- 19.5	- 36.1	- 23.2
Autres revenus de capitaux	- 16.8	- 13.7	- 12.5	- 19.6	- 32.2
Transferts courants, solde	- 9.2	- 7.5	- 7.9	- 15.0	- 12.9
Transferts en capital					
Transferts en capital, solde	- 1.8	- 0.9	- 1.8	- 0.8	- 3.4
Mouvements de capitaux					
Mouvements de capitaux, solde	- 36.7	- 35.2	- 69.6	- 84.1	- 90.9
Investissements directs, solde	- 3.0	1.4	- 31.5	- 63.9	- 54.4
Investissements directs suisses à l'étranger	- 12.8	- 20.8	- 32.7	- 62.7	- 73.2
Capital social	- 24.6	- 5.6	- 11.6	- 22.4	- 46.3
Bénéfices réinvestis	8.1	- 16.1	- 21.2	- 40.3	- 21.7
Crédits	3.7	0.9	0.1	0.0	- 5.2
Investissements directs étrangers en Suisse	9.8	22.2	1.2	- 1.2	18.9
Capital social	4.0	11.7	- 3.2	- 0.5	8.5
Bénéfices réinvestis	2.4	3.8	8.4	- 2.9	9.8
Crédits	3.4	6.8	- 4.0	2.2	0.6
Investissements de portefeuille, solde	- 35.2	- 47.0	- 49.7	- 59.2	- 53.5
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	- 46.6	- 44.5	- 53.3	- 66.3	- 53.6
Titres de créance	- 34.7	- 41.6	- 39.2	- 44.3	- 36.1
Emprunts obligataires et notes	- 29.6	- 32.9	- 48.5	- 48.5	- 46.4
Papiers monétaires	- 5.2	- 8.7	9.3	4.2	10.3
Titres de participation	- 11.9	- 2.9	- 14.1	- 22.0	- 17.5
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	11.4	- 2.5	3.6	7.2	0.1
Titres de créance	2.6	3.7	7.0	2.1	- 0.6
Emprunts obligataires et notes	- 0.0	2.2	5.3	- 1.5	- 1.0
Papiers monétaires	2.6	1.5	1.8	3.5	0.3
Titres de participation	8.8	- 6.2	- 3.4	5.1	0.7

	2002	2003	2004	2005	2006
	1	2	3	4	5

Mouvements de capitaux (suite)

Produits dérivés et structurés, solde	- 3.7
Autres mouvements de capitaux, solde	5.2	14.9	13.4	16.3	21.2
Crédits des banques commerciales, solde	- 26.8	- 6.8	16.9	1.9	23.5
Crédits à l'étranger	- 85.5	- 14.0	- 16.9	- 73.5	- 33.4
Crédits à des banques	- 88.3	- 4.3	19.6	- 71.4	- 14.5
Autres crédits	2.8	- 9.7	- 36.5	- 2.0	- 18.8
Crédits de l'étranger	58.7	7.2	33.8	75.4	56.9
Crédits de banques	48.8	- 12.9	29.2	72.4	53.6
Autres crédits	9.9	20.1	4.7	3.0	3.3
Crédits des entreprises ³ , solde	- 8.7	6.1	- 12.7	16.7	15.1
Crédits à l'étranger	- 7.6	- 2.8	- 13.0	3.2	4.8
Crédits de l'étranger	- 1.1	8.9	0.3	13.5	10.3
Crédits des collectivités publiques, solde	0.3	- 0.1	0.4	0.1	0.5
Crédits de la Banque nationale, solde	- 1.4	- 0.1	0.3	- 1.5	0.5
Autres investissements, solde	41.9	15.8	8.5	- 0.9	- 18.5
Réserves monétaires, total	- 3.7	- 4.5	- 1.9	22.7	- 0.4

Erreurs et omissions nettes

Erreurs et omissions nettes, poste résiduel	2.3	- 20.2	13.1	22.1	20.7
--	------------	---------------	-------------	-------------	-------------

¹ Le signe moins (-) signifie un excédent des importations sur les exportations, dans les transactions courantes, et une exportation de capitaux, dans tous les autres postes.

² Depuis 2002, y compris l'énergie électrique, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour, qui étaient comptabilisés dans les «Autres postes» jusqu'en 2001.

³ Les crédits au sein de groupes entrent dans les investissements directs.

2.1 Biens

En millions de francs

	2002	2003	2004	2005	2006	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Commerce spécial ¹						
Recettes	135 741	135 472	146 312	156 977	177 475	13.1
Dépenses	128 207	128 596	136 987	149 094	165 410	10.9
Solde	7 534	6 877	9 326	7 883	12 065	.
dont						
Energie électrique						
Recettes	2 489	2 412	2 386	2 897	3 953	36.4
Dépenses	1 488	1 357	1 289	2 183	2 912	33.4
Solde	1 001	1 055	1 097	714	1 041	.
Autres biens ²						
Recettes	7 709	6 150	6 923	6 490	8 212	26.5
Dépenses	10 158	8 708	9 544	11 369	15 174	33.5
Solde	- 2 449	- 2 558	- 2 621	- 4 879	- 6 962	.
Total						
Recettes	143 450	141 622	153 235	163 468	185 687	13.6
Dépenses	138 365	137 304	146 531	160 463	180 584	12.5
Solde	5 085	4 318	6 705	3 004	5 103	.

¹ Sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, qui sont inclus dans les Autres biens.

Depuis 2002, y compris l'énergie électrique, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour.

² Depuis 2002, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour sont inclus dans le commerce spécial.

3.1 Services

En millions de francs

	2002	2003	2004	2005	2006	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Tourisme, total						
Recettes	11 286	11 613	11 941	12 549	13 334	6.3
Dépenses	8 546	9 268	10 080	11 056	12 384	12.0
Solde	2 740	2 346	1 862	1 493	951	.
Voyages de vacances et d'affaires						
Recettes	7 734	7 569	7 849	8 225	8 805	7.1
Dépenses	6 383	6 816	7 668	8 560	9 720	13.5
Solde	1 352	752	180	- 335	- 914	.
Trafic journalier et de transit et autres services touristiques						
Recettes	2 507	2 499	2 546	2 791	2 959	6.0
Dépenses	2 145	2 432	2 391	2 475	2 642	6.7
Solde	363	67	155	316	318	.
Dépenses de consommation des travailleurs étrangers						
Recettes	1 045	1 546	1 547	1 533	1 569	2.4
Dépenses	19	19	20	21	22	8.3
Solde	1 026	1 526	1 527	1 513	1 547	.
Assurances privées						
Recettes	4 280	4 657	4 844	5 517	6 542	18.6
Dépenses	133	142	140	333	285	- 14.3
Solde	4 148	4 515	4 705	5 185	6 256	.
Opérations de commerce en transit						
Recettes	2 028	2 444	4 552	5 863	8 805	50.2
Transports, total						
Recettes	5 160	4 934	4 991	5 234	5 886	12.5
Dépenses	4 099	3 513	3 649	3 574	3 895	9.0
Solde	1 061	1 422	1 341	1 660	1 991	.
Personnes						
Recettes	2 872	2 531	2 249	2 362	2 647	12.1
Dépenses	2 596	2 330	2 262	2 232	2 440	9.3
Solde	275	201	- 13	130	207	.
Marchandises						
Recettes	748	913	870	1 005	1 036	3.0
Dépenses ¹	—	—	—	—	—	.
Solde	748	913	870	1 005	1 036	.
Autres services en matière de transports						
Recettes	1 540	1 490	1 871	1 867	2 203	18.0
Dépenses	1 503	1 183	1 388	1 342	1 456	8.5
Solde	38	307	483	525	748	.
Postes, messageries et télécommunications						
Recettes	1 301	1 312	1 521	1 473	1 380	- 6.3
Dépenses	1 362	1 307	1 405	1 163	1 005	- 13.6
Solde	- 61	5	116	310	375	.

3.1 Services (suite)

	2002	2003	2004	2005	2006	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Autres services, total						
Recettes	21 974	21 608	24 197	28 179	29 177	3.5
Dépenses	7 863	7 711	11 130	14 381	14 380	- 0.0
Solde	14 112	13 897	13 067	13 798	14 798	.
Commissions bancaires						
Recettes	11 317	11 281	11 701	12 975	14 659	13.0
Dépenses	924	898	1 064	1 276	1 605	25.8
Solde	10 393	10 383	10 637	11 700	13 054	.
Services à contenu technologique						
Recettes	6 755	6 140	8 370	11 030	9 990	- 9.4
Dépenses	6 624	6 455	9 185	12 023	11 353	- 5.6
Solde	131	- 315	- 815	- 993	- 1 362	.
dont						
Licences et brevets						
Recettes	6 570	5 920	8 117	10 717	9 631	- 10.1
Dépenses	6 450	6 275	8 986	11 798	11 109	- 5.8
Solde	119	- 356	- 869	- 1 082	- 1 478	.
Divers services						
Recettes	3 902	4 187	4 126	4 173	4 528	8.5
Dépenses	315	359	881	1 082	1 422	31.4
Solde	3 587	3 828	3 245	3 091	3 106	.
Total						
Recettes	46 029	46 568	52 046	58 815	65 124	10.7
Dépenses	22 002	21 941	26 404	30 507	31 949	4.7
Solde	24 027	24 627	25 643	28 308	33 175	.

¹ Les dépenses pour le transport de marchandises sont le plus souvent incluses dans les importations de biens.

4.1 Revenus du travail et de capitaux

En millions de francs

	2002	2003	2004	2005	2006	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Revenus du travail						
Recettes	1 904	2 064	2 106	2 022	2 068	2.3
Dépenses	11 149	11 779	12 223	12 468	13 092	5.0
Solde	- 9 245	- 9 715	- 10 117	- 10 446	- 11 024	.
Revenus de capitaux, total						
Recettes	63 590	83 514	87 900	126 464	131 603	4.1
Dépenses	38 011	39 015	43 916	69 530	72 368	4.1
Solde	25 579	44 499	43 984	56 934	59 236	.
Investissements de portefeuille						
Recettes	22 942	22 023	23 193	26 462	30 757	16.2
Dépenses	11 578	10 852	11 858	13 827	16 901	22.2
Solde	11 365	11 171	11 335	12 636	13 856	.
Investissements directs						
Recettes	19 917	43 577	48 945	75 805	64 424	- 15.0
Dépenses	9 634	14 451	19 533	36 074	23 242	- 35.6
Solde	10 284	29 126	29 412	39 731	41 182	.
Autres revenus de capitaux						
Recettes	20 731	17 914	15 762	24 198	36 423	50.5
Dépenses	16 800	13 713	12 525	19 630	32 225	64.2
Solde	3 931	4 201	3 237	4 568	4 198	.
dont						
Opérations d'intérêts des banques						
Recettes	17 613	15 114	12 817	20 803	32 766	57.5
Dépenses	15 469	12 065	10 405	17 199	29 503	71.5
Solde	2 144	3 048	2 413	3 604	3 263	.
Total						
Recettes	65 494	85 578	90 006	128 486	133 671	4.0
Dépenses	49 160	50 794	56 139	81 998	85 460	4.2
Solde	16 334	34 784	33 868	46 488	48 212	.

5.1 Transferts courants

En millions de francs

	2002	2003	2004	2005	2006	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Transferts du secteur privé, total						
Recettes	13 648	14 649	14 599	11 828	13 438	13.6
Dépenses	19 593	18 874	18 854	23 198	22 974	- 1.0
dont						
Transferts d'immigrés	3 178	3 582	3 730	3 945	4 205	6.6
Solde	- 5 945	- 4 225	- 4 254	- 11 370	- 9 536	.
Transferts du secteur public, total						
Recettes	2 867	3 108	3 141	3 516	3 726	6.0
Dépenses	6 141	6 340	6 782	7 138	7 101	- 0.5
Solde	- 3 273	- 3 231	- 3 641	- 3 622	- 3 376	.
Assurances sociales						
Recettes	1 175	1 325	1 371	1 418	1 474	3.9
Dépenses	3 970	4 127	4 301	4 577	4 573	- 0.1
Solde	- 2 795	- 2 802	- 2 931	- 3 159	- 3 099	.
Etat						
Recettes	1 692	1 783	1 771	2 098	2 252	7.4
Dépenses	2 171	2 213	2 481	2 561	2 528	- 1.3
Solde	- 479	- 429	- 711	- 463	- 277	.
Total						
Recettes	16 516	17 758	17 740	15 344	17 164	11.9
Dépenses	25 734	25 213	25 636	30 336	30 075	- 0.9
Solde	- 9 218	- 7 456	- 7 896	- 14 992	- 12 911	.

6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Exportations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2002	2003	2004	2005	2006
	1	2	3	4	5
Industrie	12 502	6 425	21 543	26 964	45 052
Textile et habillement ⁴	157	813	- 56	- 1 683	2 533
Chimie et plastique	2 939	3 238	11 893	19 881	19 944
Métallurgie et machines	- 343	1 433	2 052	798	3 170
Electronique, énergie, optique et horlogerie	681	- 3 247	836	1 048	2 962
Autres industries et construction	9 067	4 189	6 818	6 920	16 443
Services	283	14 369	11 123	35 747	28 185
Commerce	388	- 617	1 462	8 820	- 3 915
Sociétés financières et holdings	2 635	7 359	1 941	9 443	- 1 125
dont					
en mains suisses ⁵	- 1 901	2 663	- 241	1 759	1 906
en mains étrangères ⁶	4 536	4 696	2 182	7 684	- 3 031
Banques	437	6 176	3 225	8 383	21 903
Assurances	- 573	1 414	3 815	5 893	8 921
Transports et communications	- 1 383	- 540	- 47	1 317	1 131
Autres services	- 1 220	576	726	1 891	1 269
Total	12 785	20 795	32 666	62 711	73 237
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁶	8 249	16 098	30 484	55 027	76 268

¹ La répartition est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NOGA), et, à partir de 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁵ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

⁶ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Exportations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2002	2003	2004	2005	2006
	1	2	3	4	5
Europe	10 274	9 437	14 550	23 490	22 792
UE⁴	7 841	6 524	14 911	19 818	21 852
dont					
Etats baltes ^{5,6}	.	.	- 14	79	73
Belgique	2 036	2 634	786	- 4 026	219
Danemark	69	485	220	- 414	- 46
Allemagne	247	304	98	7 585	6 578
Finlande ⁷	- 8	16	405	- 24	368
France ⁸	985	- 1 873	3 197	1 907	1 294
Grèce	241	369	108	277	503
Irlande	175	33	- 511	1 488	10 956
Italie	773	- 1 877	154	897	966
Luxembourg	- 2 557	4 352	- 302	- 2 613	8 422
Pays-Bas	1 505	583	3 785	8 882	- 14 719
Autriche ⁷	455	595	627	604	1 529
Pologne ⁶	.	.	340	466	- 206
Portugal	75	- 266	45	- 73	682
Suède ⁷	3 002	401	737	- 2 023	- 1 121
Slovaquie ⁶	.	.	93	31	74
Espagne	480	27	471	2 687	1 205
République tchèque ⁶	.	.	366	823	- 295
Hongrie ⁶	.	.	- 65	564	239
Royaume-Uni ⁹	363	741	4 597	2 646	5 214
Reste de l'Europe¹⁰	2 433	2 912	- 361	3 672	940
dont					
Etats baltes ¹¹	79	7	.	.	.
Bulgarie	1	37	29	78	48
Croatie	7	64	50	51	64
Norvège	.	.	- 1 975	259	220
Pologne ¹¹	- 152	117	.	.	.
Roumanie	- 45	86	108	154	366
Fédération de Russie	148	- 21	294	881	227
Slovaquie ¹¹	52	- 4	.	.	.
République tchèque ¹¹	55	- 496	.	.	.
Turquie	249	51	213	715	100
Ukraine	39	69	180	192	715
Hongrie ¹¹	28	132	.	.	.
Centres financiers offshore ¹²	- 246	2 855	661	1 212	- 935
Amérique du Nord	3 642	6 769	8 878	22 658	21 266
Canada	307	353	3 141	5 999	- 750
Etats-Unis	3 336	6 416	5 737	16 659	22 015
Amérique centrale et du Sud	- 1 162	3 753	3 281	7 508	19 186
dont					
Argentine	- 542	345	62	408	111
Bolivie	8	10	3	7	11
Brésil	- 615	163	444	665	3 549
Chili	- 8	- 14	31	94	268
Costa Rica	17	85	38	476	640
Equateur	42	14	15	50	- 35
Guatemala	- 8	13	1	1	13
Colombie	- 214	- 19	12	119	291
Mexique	184	- 61	155	105	665
Pérou	- 42	- 61	100	- 33	- 34
Uruguay	152	33	80	135	141
Venezuela	- 239	178	97	88	179
Centres financiers offshore ¹³	- 440	3 943	2 081	3 413	14 181

	2002	2003	2004	2005	2006
	1	2	3	4	5

Asie	86	128	5 180	6 467	8 873
dont					
Bangladesh	0	- 0	19	- 2	8
Chine (Rép. pop.)	- 64	- 188	196	854	438
Hong Kong	- 363	101	- 144	603	1 115
Inde	76	140	164	254	370
Indonésie	37	- 32	2	106	67
Israël	- 23	44	47	80	145
Japon	- 481	- 165	1 045	111	526
Corée (Sud)	26	6	22	660	432
Malaisie	- 34	209	- 3	- 75	78
Pakistan	18	21	220	184	149
Philippines	- 272	- 62	- 212	773	173
Arabie saoudite	7	- 18	- 19	109	68
Singapour	1 050	- 202	3 687	2 164	4 585
Sri Lanka	- 2	- 14	6	10	5
Taiwan	31	45	55	189	146
Thaïlande	167	180	124	285	118
Emirats arabes unis	- 52	- 22	4	- 54	216
Vietnam	- 40	25	8	- 22	65
Afrique	- 489	- 248	- 372	1 713	348
dont					
Egypte	48	31	28	274	149
Côte d'Ivoire	- 93	4	- 16	- 1	59
Kenya	- 1	- 2	11	14	20
Maroc	26	34	6	58	44
Nigéria	1	26	3	- 7	20
Afrique du Sud	- 238	- 243	- 72	1 094	9
Tunisie	- 10	- 9	4	6	1
Océanie	433	957	1 150	875	772
dont					
Australie	437	992	1 138	488	732
Nouvelle-Zélande	- 7	- 54	9	366	34
Ensemble des pays	12 785	20 795	32 666	62 711	73 237

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003 et à 25 depuis 2004.

⁵ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁶ Jusqu'en 2003, inclus dans Reste de l'Europe.

⁷ Jusqu'en 1994, inclus dans Reste de l'Europe.

⁸ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁹ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

¹⁰ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

¹¹ Pays membres de l'UE depuis 2004.

¹² Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

¹³ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2002	2003	2004	2005	2006
	1	2	3	4	5
Industrie	672	6 650	3 424	621	3 820
Chimie et plastique	205	2 522	2 545	951	851
Métallurgie et machines	165	1 797	423	- 122	468
Electronique, énergie, optique et horlogerie	264	1 953	730	- 397	2 501
Autres industries et construction	38	378	- 274	189	0
Services	9 111	15 575	- 2 258	- 1 802	15 043
Commerce	1 624	4 409	1 330	2 027	- 670
Sociétés financières et holdings	8 090	9 012	- 4 531	- 7 994	4 749
Banques	502	733	204	1 257	1 542
Assurances	- 1 461	467	- 106	309	13 668
Transports et communications	- 57	807	- 280	1 870	- 3 967
Autres services	413	146	1 125	730	- 280
Total	9 783	22 224	1 166	- 1 181	18 863

¹ La répartition est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NOGA), et, à partir de 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2002	2003	2004	2005	2006
	1	2	3	4	5
Europe	7 198	14 159	- 3 924	22 772	16 424
UE⁴	7 984	14 125	- 4 034	22 803	16 337
dont					
Belgique	- 266	4 807	320	- 1 073	- 2 078
Danemark	- 108	- 33	314	1 037	986
Allemagne	- 321	- 21	- 295	768	681
France ⁵	2 685	939	784	2 157	12 117
Italie	410	- 96	- 2 131	211	666
Luxembourg	314	314	574	- 278	647
Pays-Bas	297	6 025	- 2 437	9 103	3 829
Autriche ⁶	105	- 9	735	9 826	21
Suède ⁶	189	244	- 25	- 913	81
Espagne	34	29	122	500	56
Royaume-Uni ⁷	4 726	1 765	- 1 874	1 370	- 1 004
Reste de l'Europe⁸	- 786	34	110	- 31	87
Amérique du Nord	3 075	7 213	7 007	- 24 812	2 278
Canada	193	290	111	- 455	17
Etats-Unis	2 883	6 923	6 896	- 24 358	2 261
Amérique centrale et du Sud	24	932	- 1 393	874	106
dont					
Centres financiers offshore ⁹	35	941	- 1 967	653	76
Asie, Afrique et Océanie	- 515	- 79	- 524	- 14	55
dont					
Israël	- 310	26	33	62	53
Japon	- 291	- 263	- 229	- 117	- 82
Ensemble des pays	9 783	22 224	1 166	- 1 181	18 863

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003 et à 25 depuis 2004.

⁵ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁶ Jusqu'en 1994, inclus dans Reste de l'Europe.

⁷ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

⁸ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

⁹ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres¹

En millions de francs

	2002	2003	2004	2005	2006
	1	2	3	4	5
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	- 46 624	- 44 495	- 53 270	- 66 323	- 53 610
Titres de créance	- 34 750	- 41 623	- 39 160	- 44 345	- 36 073
Emprunts obligataires et notes	- 29 556	- 32 882	- 48 509	- 48 521	- 46 377
Papiers monétaires	- 5 194	- 8 741	9 349	4 176	10 304
Titres de participation	- 11 874	- 2 872	- 14 110	- 21 977	- 17 537
Actions	- 6 847	556	- 2 395	6 104	5 411
Fonds de placement	- 5 027	- 3 428	- 11 715	- 28 081	- 22 948
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	11 415	- 2 527	3 597	7 172	72
Titres de créance	2 623	3 676	7 031	2 065	- 618
Emprunts obligataires et notes	- 2	2 180	5 264	- 1 466	- 953
Collectivités publiques	- 209	509	2 643	- 1 143	- 1 583
Autres	206	1 671	2 620	- 324	631
Papiers monétaires	2 625	1 496	1 768	3 532	334
Titres de participation	8 792	- 6 203	- 3 434	5 106	690
Actions	8 935	- 5 635	- 6 731	- 2 794	- 5 549
Fonds de placement	- 143	- 568	3 296	7 900	6 239
Solde	- 35 209	- 47 022	- 49 673	- 59 151	- 53 538

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie¹

En millions de francs

	2002	2003	2004	2005	2006
	1	2	3	4	5
Investissements de portefeuille suisses					
à l'étranger	- 46 624	- 44 495	- 53 270	- 66 323	- 53 610
Titres de créance	- 34 750	- 41 623	- 39 160	- 44 345	- 36 073
CHF	- 8 301	- 26 370	- 15 702	- 12 241	- 12 649
EUR	- 14 350	- 8 528	- 8 429	- 10 405	- 18 363
USD	- 8 438	- 3 194	- 7 314	- 14 561	- 1 046
Autres	- 3 661	- 3 532	- 7 715	- 7 139	- 4 015
Titres de participation	- 11 874	- 2 872	- 14 110	- 21 977	- 17 537
CHF	- 1 567	319	- 2 207	- 5 514	- 6 655
EUR	- 2 336	2 850	- 3 018	- 9 141	- 1 147
USD	- 7 524	- 4 414	- 7 493	- 4 953	- 10 060
Autres	- 447	- 1 627	- 1 393	- 2 369	325
Investissements de portefeuille étrangers					
en Suisse	11 415	- 2 527	3 597	7 172	72
Titres de créance	2 623	3 676	7 031	2 065	- 618
CHF	3 097	3 277	5 979	1 775	- 688
EUR	- 586	- 281	134	- 146	- 50
USD	35	475	731	349	82
Autres	77	206	186	87	37
Titres de participation	8 792	- 6 203	- 3 434	5 106	690
CHF	8 911	- 5 557	- 5 725	- 4 660	- 7 254
EUR	- 1 238	188	2 401	6 381	2 409
USD	1 212	- 549	78	3 225	5 627
Autres	- 93	- 285	- 189	160	- 93
Solde	- 35 209	- 47 022	- 49 673	- 59 151	- 53 538

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie¹

En milliards de francs

	2002	2003	2004	2005	2006
	1	2	3	4	5
Crédits à l'étranger	- 85.5	- 14.0	- 16.9	- 73.5	- 33.4
CHF	- 4.9	- 2.6	- 1.0	0.4	- 2.4
USD	- 114.0	- 25.9	- 36.5	- 69.3	- 31.9
EUR	- 13.7	- 11.6	17.5	- 2.2	13.2
Autres monnaies	47.9	23.8	3.9	- 0.8	- 10.5
Toutes les monnaies	- 84.6	- 16.3	- 16.2	- 71.9	- 31.6
Métaux précieux	- 0.9	2.3	- 0.8	- 1.5	- 1.8
Crédits de l'étranger	58.7	7.2	33.8	75.4	56.9
CHF	- 17.4	- 0.8	- 5.6	9.1	1.7
USD	83.6	- 13.6	61.9	40.2	- 11.6
EUR	20.4	35.7	1.0	2.9	44.9
Autres monnaies	- 26.5	- 13.7	- 25.0	22.5	17.5
Toutes les monnaies	60.2	7.7	32.3	74.7	52.6
Métaux précieux	- 1.5	- 0.5	1.5	0.7	4.3
Solde	- 26.8	- 6.8	16.9	1.9	23.5
CHF	- 22.3	- 3.3	- 6.6	9.5	- 0.7
USD	- 30.3	- 39.4	25.3	- 29.1	- 43.5
EUR	6.7	24.1	18.5	0.6	58.1
Autres monnaies	21.5	10.1	- 21.2	21.8	7.0
Toutes les monnaies	- 24.5	- 8.6	16.2	2.8	21.0
Métaux précieux	- 2.4	1.8	0.7	- 0.9	2.6

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches^{1, 2, 3}

En millions de francs

	2002	2003	2004	2005	2006
	1	2	3	4	5
Crédits à l'étranger	- 7 610	- 2 849	- 12 955	3 193	4 788
Industrie	- 4 462	- 1 218	2 381	2 996	293
Chimie et plastique	- 3 975	2 706	60	2 225	- 410
Métallurgie et machines	- 374	511	- 825	596	237
Electronique, énergie, optique et horlogerie	- 208	- 4 311	3 016	- 56	405
Autres industries et construction	94	- 124	131	230	61
Services	- 3 148	- 1 631	- 15 336	198	4 495
Commerce	- 36	- 1 900	- 5 681	- 5 258	- 468
Sociétés financières et holdings	5 068	- 1 084	- 4 525	10 045	767
Assurances	- 7 771	1 965	- 5 017	- 4 595	4 089
Transports et communications	- 491	274	45	716	- 107
Autres services	82	- 886	- 159	- 711	213
Crédits de l'étranger	- 1 130	8 920	280	13 478	10 344
Industrie	2 096	826	- 3 002	267	- 385
Chimie et plastique	2 544	- 363	- 4 301	422	381
Métallurgie et machines	- 441	- 219	666	- 307	286
Electronique, énergie, optique et horlogerie	8	1 015	132	141	- 984
Autres industries et construction	- 15	392	501	12	- 68
Services	- 3 226	8 094	3 282	13 211	10 728
Commerce	- 1 351	500	2 604	6 263	- 469
Sociétés financières et holdings	- 6 469	- 53	701	- 1 195	11 414
Assurances	5 038	7 418	438	7 885	- 1 055
Transports et communications	352	172	- 128	85	12
Autres services	- 796	57	- 334	173	827
Solde	- 8 740	6 071	- 12 674	16 671	15 132
Industrie	- 2 366	- 392	- 620	3 263	- 92
Services	- 6 374	6 463	- 12 054	13 409	15 223

¹ La répartition est faite la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NOGA), et, à partir de 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Les crédits au sein de groupes entrent dans les investissements directs.

³ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

La BNS publie des données sur la balance des paiements dans deux autres publications. Celles-ci peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS sous *www.snb.ch, Publications*.

Estimations trimestrielles de la balance des paiements

Ces estimations paraissent trois mois après la fin de chaque trimestre.

Bulletin mensuel de statistiques économiques

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur la balance des paiements. De plus, des séries chronologiques portant sur une longue période y sont disponibles.

Renseignements

bop@snb.ch